ISSN 0024-7650

Heures supplémentaires, pressions diverses sur les travailleurs ou licenciements

... et parfois retour de manivelle !

p. 7, 12, et 13

lutte ouvrière

petits boulots petits salaires : le sous-développement en marche

p. 9

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 955 - 20 septembre 1986 - prix : 6 F

Les gouvernants paient le prix de leur politique au Moyen-Orient... avec la peau des autres !

M 6189 - 955 - 6 F

SOMMAIRE

Dans le monde

Page 16 :
— Espagne : le gouvernement socialiste couvre les tortures de la Garde Civile.
— Italie : la fête de l'*Unita*.

Intérieur

Page 5 :
— La fête de l'Huma ; le Parti Socialiste : toujours moins.
Page 6 :
— Fonction publique : les boutiques syndicales appellent à deux journées d'action différentes...
Page 7 :
— Grève à EGF : le courant ne passe plus.
Page 8 :
— Projet de budget 1987 : toujours plus pour les plus riches, encore plus dur pour les travailleurs.
Page 9 :
— Le sous-développement en marche : petits boulots... petits salaires.
Pages 10 et 11 :
— Elections législatives en Haute-Garonne :
• Le vote Lutte Ouvrière : un vote pour dire la colère du monde du travail.
• Ça l'affiche mal.
Pages 12 et 13 :
— Dans les entreprises : heures supplémentaires, pressions diverses sur les travailleurs, ou licenciements... et parfois retours de manivelle (SNCF, Paris gare de Lyon ; Air France Orly Nord ; Acno Le Havre).
— Accord sur la flexibilité : la CFDT métallurgie refuse de signer... pour le moment.

Loisirs et culture

Pages 14 et 15 :
— Livres : *Dans le Secret des princes, une interview d'Alexandre de Marenches* par Christine Ockrent ; *Les enfants des rues étroites* d'A. Serhane.
— Films : *La couleur pourpre* de Steven Spielberg ; *Mélo* de Resnais.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20000 F — Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 18.000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON, CCP PARIS 685110 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ Code postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R.
A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

en bref

Ça ne gaze pas pareil pour tout le monde

Les tarifs du gaz domestique ont baissé de 2,5 % pour les usagers individuels et de 4 % pour les usagers collectifs. Dès le 1er octobre, pour les industriels importants, la baisse sera aussi de 4 %.

Ces baisses sont la conséquence de la diminution du prix des produits pétroliers. Mais tout le monde n'en profite pas de la même manière : depuis le mois d'avril, les tarifs du gaz ont baissé de 8,3 % pour les particuliers ; de 15 % pour les usagers collectifs ; et de 34 % pour les industriels.

Billy l'arnaque

Il sera bientôt là. Il est venu des Etats-Unis. Il a connu tous les grands : Truman, Johnson, Nixon, qui a évité de le mouiller dans l'affaire du Watergate. A lui qui était pour le maintien des bombardements contre le Sud-Vietnam, Johnson est venu demander comment arrêter la guerre. Il a répondu, ferme : *"Ne me demandez pas ça"*.

Il va occuper le terrain habituellement réservé aux vedettes de la pop et du rock. Il utilisera les mêmes armes qu'eux : amplificateurs monstrueux et écrans vidéos géants.

Après Jésus, Billy Graham, le prédicateur américain, l'ami du pape, revient. Il avait déplacé 30.000 personnes en 1963. Il veut remplir Bercy pendant cinq jours.

Billy Graham est aussi une espèce de Hersant américain. Ses articles sont publiés dans deux cent quarante-deux journaux américains chaque jour. Il a une revue tirée à deux millions d'exemplaires, se fait entendre à la télévision, en vidéo, vend des ouvrages, gère une compagnie cinématographique. Rien que pour Bercy, son budget est de plus de 6 millions de francs lourds.

Alors, ne vous étonnez pas d'entendre en écho dans le discours de ce prêcheur qui s'adresse en américain à ses auditoires : Business is Business.

Une piquouse, trois verres... bonjour les dégâts

51 000 militaires américains, responsables d'armes nucléaires, ont été licenciés de 1975 à 1984 pour "comportement aberrant", négligences répétées, infractions graves, usage abusif d'alcool ou de drogue.

Il faut croire que cette purge a été insuffisante, puisqu'un officiel américain de la "Sécurité Internationale" (sic) commente, sans rire : *"A tous les instants, des milliers d'individus potentiellement instables ont la responsabilité quotidienne de manier des armes nucléaires."*

Il ne nous dit pas si les présidents et chefs d'Etat sont inclus dans le lot.

Tout ça est rassurant, non ?

Serge Dassault : un rejeton d'économie mixte

L'avion de combat européen, le Rafale, *dernier-né des engins de mort "made in Dassault". Pas facile à vendre, paraît-il. Contribuables, encore un effort...*

C'est toujours très pénible, les deuils, les enterrements, les affaires d'héritage, surtout dans ces grandes familles où les sentiments, comme la fortune, sont inestimables !

Les responsables de Dassault-Bréguet en savent quelque chose, qui ont bien du mal à négocier avec l'administration — l'Etat — la succession d'un empire industriel de près de 16.000 personnes.

Bien sûr, le bon droit et la morale bourgeois voudraient que, en digne héritier de son industrieux papa, ce soit le fils, Serge Dassault, qui prenne la direction du groupe. Mais les liens du sang sont une chose, ceux du compte en banque en sont une autre. Et les cordons de la bourse, c'est en partie l'Etat qui les détient. Chez Dassault, l'Etat est de la famille, en quelque sorte. Inversement, les affaires de famille sont des affaires d'Etat. L'un et l'autre, et vice-versa ! Depuis longtemps, la société est partiellement nationalisée et, avec 46 % du capital aujourd'hui, l'Etat en a le contrôle de fait. Cela lui donne voix au chapitre... au moins autant que la filiation ! D'autant que, même si l'entreprise était privatisée, l'Etat conserverait des moyens de pression, en tant que principal client (les *Mirage* , ça n'intéresse guère les particuliers), en tant que fournisseur de crédit d'études, de recherche, et enfin, en tant que garant des marchés d'exportation.

Bref, on a beau, à Dassault comme ailleurs, être partisan de la libre entreprise, on ne peut guère faire abstraction de la puissance publique, de son bras long, de ses deniers...

Ainsi, même si l'ensemble des modalités reste difficile à définir, tout le monde semble d'accord pour privatiser, tout en laissant à l'Etat une minorité de blocage. Dans les grandes affaires, quoi de mieux que la tutelle de l'Etat pour la défense de la veuve et de l'orphelin !

Nadine THOMAS

CERCLE LÉON TROTSKY

Le prochain Cercle Léon Trotsky aura lieu

Vendredi 26 septembre

à 20 h 30

Palais de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - Paris 5e
(Métro Maubert-Mutualité)

Il sera consacré au sujet suivant :

Octobre 1956 dans les Démocraties populaires

Dans le dernier numéro de la Lutte de Classe :

Au sommaire de cette revue, publiée en trois langues (français, anglais, espagnol) :
— France : déclin du PCF ?
— USA : les limites d'une grève... et de l'extrême-gauche,
— Philippines : Aquino entre le PCP et l'armée,
— Grande-Bretagne : à propos du Militant, quel avenir pour l'entrisme dans le Parti Travailliste,
— Haïti : Duvalier est parti, pas ses sbires.

Les gouvernants paient le prix de leur politique au Moyen-Orient... avec la peau des autres.

Non, ce n'était pas Beyrouth, les images qu'on a vues à la télévision et dans les grands quotidiens. C'était Paris, rue de Rennes. Mais ça ressemblait à Beyrouth, même si l'horreur s'étend juste sur un bout de trottoir, tandis qu'à Beyrouth, c'est sur toute une ville.

Mais même en plus petit, ce genre d'attentat est inqualifiable. Ses auteurs ne visent même pas quelqu'un qu'ils estimeraient responsable. Non.

Ils veulent faire céder les gouvernants français, les contraindre à libérer de prison un des leurs, mais c'est la population qu'ils terrorisent. Et le procédé, abject, n'a même pas fait la preuve qu'il est efficace. Les grands de la planète sont prêts à en sacrifier, du monde, pour ce qu'ils appellent les intérêts d'Etat ! Ils savent rester fermes devant "l'épreuve", eux ! Fermement campés dans leur fauteuil, comme on a vu Chirac sur le petit écran ! Il peut en couler du sang sur les trottoirs avant que Chirac ne craque ! Et ce ne serait pas la première fois que ce calcul, qui consiste à créer la panique parmi les populations pour émouvoir les chefs d'Etat, se révélerait aussi meurtrier pour les innocents qu'inopérant à l'égard des coupables.

Evidemment, tout le monde se demande pourquoi la population innocente est ainsi visée. Pourquoi nous et pas Chirac ? Pourquoi Tati, ce symbole du magasin populaire ?

Les auteurs de ces attentats sont aussi fous que dangereux, c'est sûr. Mais la grande presse elle-même nous dit que ce ne serait pas si fou que cela ; que la France se serait fait tellement d'ennemis au Moyen-Orient, et plus particulièrement au Liban, qu'en effet, il y en aurait des légions, des terroristes potentiels !

Car entre les terroristes du Moyen-Orient et le gouvernement français, c'est bien une guerre qui se mène, une guerre où c'est la population qui est prise en otage, sur le territoire français cette fois, et pas seulement au Liban. La population civile parisienne est en train de payer chèrement la présence française au Moyen-Orient. Une présence sur de longues décennies qui a laissé des traces indélébiles, des mauvais souvenirs et des ennemis.

Eh oui, on a oublié, quand on l'a jamais su, que le Liban, avec la Syrie, a été une colonie française, entre les deux guerres mondiales. Les "colons" ont donné là-bas des leçons de français, des leçons de calcul ou de finances, mais bien plus souvent, des leçons de mépris et d'humiliation et il en est resté quelque chose. Et encore aujourd'hui, ce ne sont pas des soldats "de la paix" qui sont envoyés au Liban, mais des soldats qui vont là-bas soutenir le camp des riches qui ont partie liée avec les banquiers et les hommes d'affaires, en particulier français, qui ont des succursales prospères à Beyrouth depuis des lustres.

Et dans la plupart des pays du Moyen-Orient et du Maghreb, indépendants depuis plus ou moins longtemps mais qui souffrent des séquelles de l'exploitation et de l'oppression coloniales, il n'y a pas un conflit, pas une guerre, de l'Egypte à l'Irak, de l'Iran au Liban, de la Syrie au Maroc, où la France impérialiste ne soit pour quelque chose, directement ou indirectement.

Alors, quoi d'étonnant si certains nous rendent à l'occasion la monnaie de la pièce ?

Et pourquoi à nous ? Pourquoi faire payer les travailleurs, les gens de la rue innocents plutôt que les présumés coupables ?

Parce que les terroristes sont fous, certainement. Mais aussi parce que nous, travailleurs de ce pays, n'avons pas souvent — pour ne pas dire jamais — montré aux peuples spoliés et opprimés des pays arabes que nous étions opposés à nos gouvernements.

Quand les parachutistes français ont été lâchés sur le canal de Suez, il y a très exactement trente ans, et ont mené leur offensive meurtrière avec les troupes britanniques pour la sauvegarde des profits pétroliers occidentaux, qui, dans et au nom de la classe ouvrière française, a protesté ? Ceux qui gouvernaient étaient même "socialistes" et pouvaient prétendre faire la guerre à l'Egypte en notre nom ! Ce fut la même chose pour la guerre d'Algérie !

Alors tout se paie, et très cher. Nous ne pensons pas que les crimes des uns justifient jamais les crimes des autres. Mais ils les permettent en tout cas. Et ce sont les crimes de nos exploiteurs et des gouvernants à leur service que nous payons aujourd'hui. Nous n'avons pas su nous en désolidariser, à défaut de les empêcher.

La population civile parisienne paie d'une certaine façon cette politique. Par des morts et des blessés. Mais nous la payons aussi par le renforcement des méthodes policières, voire militaires ; par l'apologie de la délation ; par l'exacerbation du racisme. Et tout cela, c'est encore nous qui le payons ou le payerons si, encore une fois, nous répondons aux appels à contribution de Chirac.

Les dirigeants des partis de gauche semblent prêts à jouer le jeu, mais nous, les travailleurs, nous devons faire comprendre que nous avons déjà donné, trop donné. Il faut combattre le terrorisme, oui, qui n'est pas et ne sera jamais l'arme des travailleurs et des opprimés. Mais il faut le combattre avec les véritables armes des opprimés, leur solidarité de classe contre leurs exploiteurs communs, et pas aux côtés des Chirac ou des Reagan, c'est-à-dire de ces autres terroristes, les pires qui soient, eux qui pratiquent en grand le terrorisme d'Etat aux quatre coins de la planète, pour la sauvegarde des profits de quelques banquiers, industriels et marchands d'armements.

Arlette LAGUILLER

PRÈS DE 200 MORTS DANS UNE MINE D'OR SUD-AFRICAINE :

Le capitalisme et l'Apartheid font de l'or avec la peau des Noirs

On ne sait pas exactement comment les choses se sont passées. Les journalistes n'ont pas été autorisés à se rendre sur les lieux. En Afrique du Sud les informations sont censurées, et de toute façon, partout dans le monde, les patrons empêchent les journalistes d'enquêter dans les mines ou les usines. Surtout lorsqu'il y a une catastrophe.

Ce qu'on sait, c'est qu'il y a eu au moins 176 morts et 7 disparus et 235 mineurs hospitalisés. Ce sont les chiffres officiels.

Ce qu'on sait aussi, d'après des témoignages, c'est que cette catastrophe minière, moins que toute autre peut-être, est due à la mine. Il y a souvent de terribles accidents dans les mines, lorsque des galeries s'effondrent, lorsque des gaz explosent, etc. On dit "c'est la mine", en réalité ce sont les conditions de sécurité qui sont en cause. Mais cette fois, qui osera dire que c'est la mine qui a tué ? Les mineurs de la mine de Kinross sont morts asphyxiés, à la suite d'un incendie qui a ravagé les câbles à base de matières plastiques et des produits de revêtements anticorrosion appliqués sur les parois, dégageant des fumées toxiques. Que faisaient ces matériaux combustibles et dangereux dans le fond d'une mine, à 1 620 mètres sous terre ? Ils étaient là parce que les patrons se moquent totalement des conditions, même les plus élémentaires de sécurité, dans les mines sud-africaines. Non seulement les catastrophes sont habituelles dans les mines d'Afrique australe, mais c'est tous les jours que des mineurs laissent leur vie dans des mines d'or, de charbon, ou autres. En dix ans, de 1972 à 1983, ce sont plus de huit mille mineurs sud-africains qui auraient péri !

Ces mineurs sont des Noirs principalement bien entendu, mais il y a aussi des Blancs. A Kinross les ambulances emportaient les blessés dans deux hôpitaux distincts, un pour les Noirs, un pour les Blancs. Si les Blancs sont sud-africains, les Noirs, pour la plupart d'entre eux, sont des étrangers dans leur propre pays : ils viennent des Bantoustans, ces "réserves", ces pays-dortoirs, voire de plus loin, du Mozambique, du Malawi. C'est véritablement une main-d'œuvre esclave, qui laisse "au pays" femmes et enfants pour venir se faire exploiter dans les mines et souvent y mourir, car qui se préoccupe du sort des esclaves ? Un patron minier aurait déclaré qu'il ne savait pas au juste combien de ses ouvriers étaient morts chez lui depuis le début de l'année...

Les grandes puissances affectent de condamner l'Apartheid, l'état d'urgence, les mesures policières qui règnent en Afrique du Sud, elles décident modérément quelques sanctions. Mais les capitalistes britanniques, américains, allemands, français, ou autres qui ont des capitaux investis dans les mines sud-africaines ne se soucient pas de ceux qui meurent pour leur profits. Ils auraient les moyens d'imposer, en tant que patrons, le respect de certaines normes de sécurité, ce n'est pas l'Apartheid qui les en empêche. Mais alors que deviendrait la valeur de l'or sud-africain ?

Cet or est extrait à bon marché, précisément parce que des salariés noirs, — la classe ouvrière du XX^{e} siècle, qui n'a pas disparu ! — travaillent dans des conditions démentes, non seulement pour les patrons sud-africains, mais pour les capitalistes de la plupart des pays industriels. Et c'est pourquoi, fondamentalement, ceux-ci sont complices, même si, ici ou là, ils annoncent des sanctions économiques inefficaces pour se démarquer des exactions du régime de l'Apartheid.

En Afrique du Sud, il n'y a pas que la répression de l'armée et de la police qui tue, il y a aussi l'exploitation pure et simple, au profit du capitalisme international.

André VICTOR

LES ATTENTATS A PARIS :

Un retour de flamme de la politique de l'impérialisme français au Moyen-Orient

Soixante ans d'interventions françaises contre les peuples du Moyen-Orient

"Le terrorisme est un véritable acte de guerre", a déclaré Chirac vendredi dernier. D'un certain côté, oui : ces attentats sont en quelque sorte quelques éclaboussures en plein centre de Paris de cette guerre qui, depuis quarante ans, ensanglante un bout ou l'autre du Moyen-Orient et dans laquelle est plongé en particulier le Liban depuis plus de dix ans. En quoi la France y est-elle mêlée ? Pourquoi quelques terroristes venus du Moyen-Orient viennent-ils opérer en plein Paris ?

Tout simplement parce que, dans ces guerre lointaines, dont on ne voyait jusque-là que des images à la télévision à l'heure du repas, la France est en réalité directement impliquée, elle en porte une grande part de responsabilité. Et c'est la politique des possédants et des gouvernants français au Moyen-Orient que payent aujourd'hui des gens qui n'y sont évidemment pour rien : une employée de poste, des clients d'un grand magasin... Mais tous ces politiciens qui s'indignent, de Chirac à Mitterrand, en passant par Pasqua et Fabius et par tous ceux qui les ont précédés au pouvoir, sont des hypocrites et des menteurs, car ils savent bien pourquoi des bombes explosent à Paris : il y sont pour quelque chose.

Non seulement d'ailleurs à cause de leur politique présente, mais aussi à cause de toute la politique passée de l'impérialisme français au Moyen-Orient qui, avec celle des impérialismes britannique et américain, sont les principaux responsables de la situation de crise et de guerre quasi-permanente que connaît cette région du monde.

Car la France, comme l'Angleterre et les Etats-Unis, a été de tous les coups fourrés, de tous les conflits du Moyen-Orient, et ils y sont encore aujourd'hui totalement impliqués.

Une poudrière créée par l'impérialisme :

Avant la Deuxième Guerre mondiale, la Syrie, le Liban étaient des colonies françaises ; la Palestine, la Jordanie, l'Irak, l'Arabie Saoudite, les émirats et l'Egypte étaient soit directement sous mandat britannique, soit formellement indépendants, mais de fait sous contrôle de l'Angleterre.

C'était pour mieux dominer le Liban que l'impérialisme français avait joué sur les divisions religieuses, s'appuyant sur une communauté contre une autre, contribuant à créer les rivalités qui divisent le Liban aujourd'hui.

Solidaire d'Israël contre le peuple palestinien

Et la France comme l'Angleterre et les USA ont aidé à la création de l'Etat d'Israël sur le dos du peuple palestinien. Un soutien qui a continué à se manifester depuis à chacune des guerres menées par Israël contre les peuples arabes voisins.

1956, la croisade contre l'Egypte de Nasser

En octobre 1956, la France et la Grande-Bretagne débarquaient leurs troupes à Suez alors que, simultanément, les troupes israéliennes entraient dans le Sinaï. Leur but : renverser le régime de Nasser qui venait de nationaliser le canal de Suez, propriété jusque-là d'une société franco-britannique. Raison à laquelle la France rajoutait le soutien que Nasser apportait au combat du peuple algérien pour son indépendance. Ce débarquement de Suez fit des centaines de morts dans la population égyptiennne.

Et les peuples arabes du Moyen-Orient ne pouvaient que trouver là une raison de plus de se sentir solidaires du peuple algérien victime d'une guerre coloniale qui fit un million de morts.

Le retour de soldats français au Liban, pour le maintien des intérêts des banquiers

Des troupes pour la paix, les soldats français que l'on a renvoyés au Liban depuis 1978 dans le cadre de l'ONU ? Bien sûr que non. Quand ces troupes de la FINUL sont venues s'installer au Liban après la première invasion du Sud-Liban par l'armée israélienne, ce n'était que pour servir de police à la nouvelle frontière de fait créée par Israël en empêchant les éventuels commandos palestiniens venus du nord du pays de venir attaquer les troupes israéliennes. Mais lorsqu'en 1981 Israël reprenait son offensive et décidait d'occuper tout le Liban, les troupes de la FINUL, contingent français compris, se rangeaient sagement sur le bord de la route pour laisser passer les chars. Et elle ne sert aujourd'hui encore, cette FINUL, qu'à aider à maintenir en place au Liban, tant bien que mal, un gouvernement qui garantit la sauvegarde des intérêts des impérialistes dans le pays, ce qui l'amène évidemment à être partie prenante dans la guerre que se livrent les différentes factions rivales qui se disputent le contrôle du pays.

D'autres troupes françaises avaient aussi été envoyées à Beyrouth, dans le cadre d'une "Force multi-nationale", en 1982 alors qu'Israël assiégeait la ville. Elles servirent de caution vis-à-vis de l'OLP pour obtenir le départ des combattants palestiniens de la capitale libanaise. Mais à peine les combattants palestiniens partis, les milices libanaises d'extrême-droite, avec l'appui de l'armée israélienne, massacraient la population palestinienne des camps de Sabra et Chatila. Pas l'ombre d'un soldat, ni de la FINUL, ni de la "Force multi-nationale" n'était là pour empêcher le massacre après qu'ils eurent contribué à laisser les Palestiniens désarmés.

La guerre Iran-Irak, avec des bombes françaises

Et la France est aussi partie prenante dans la guerre Iran-Irak, cette guerre qui a fait déjà plus d'un million de morts, cette guerre de 14 dans les sables du désert, probablement une des plus horribles que le monde ait connues. C'est la France qui fournit en armes l'un des belligérants, l'Irak : un marché en or pour les marchands de canons français, avec en prime des conditions avantageuses pour les fournitures de pétrole irakien à la France.

Oui, dans toutes ces guerres qui ensanglantent le Moyen-Orient, il n'y en a finalement pas eu une à laquelle la France n'a pris part, directement ou indirectement. Et s'il est si difficile de comprendre qui exactement peut vouloir aujourd'hui, par des attentats à Paris, faire pression sur le gouvernement français, et pour quels intérêts, c'est que plus de soixante ans d'intervention de l'impérialisme français dans la région lui ont créé trop d'ennemis !

Olivier BELIN

UN TERRORISME VOLONTAIREMENT AVEUGLE

Si le jet d'une bombe dans la foule devant un magasin Tati peut symboliser quelque chose, c'est le côté volontairement, ouvertement aveugle de l'action de ceux qui ont frappé. En s'attaquant aux clients et aux badauds de ce magasin qui est à Paris le symbole du vêtement à bas prix, et qui de ce fait compte parmi ses acheteurs de nombreux travailleurs et familles immigrés, les terroristes n'ignoraient pas quel genre de gens ils assassinaient. Des gens du peuple, frappés au hasard : ce ne sont pas les bourgeois français qui s'habillent chez Tati, bien sûr.

Ce type de terrorisme n'est jamais une arme utile à la cause des opprimés, parce qu'il est le fait de gens incontrôlés et qui ne veulent pas être contrôlés par ceux au nom de qui ils prétendent agir. Et la pire de toutes les politiques terroristes est évidemment celle qui ne choisit même pas des cibles parmi les vrais ennemis de la cause qu'elle prétend défendre. L'assassinat de responsables politiques ou de gens représentant les exploiteurs ne fait pas avancer la cause des opprimés, mais elle ne leur suscite pas de nouveaux ennemis et peut bénéficier d'un certain assentiment populaire.

Les attentats aveugles, commis ces derniers jours, contre des gens qui eux n'ont aucune responsablité particulière, ce n'est pas la même chose. Pour ceux qui ont placé ou jeté des bombes dans des cafés ou dans la rue, c'est la population civile qui sert d'otage. Des otages que l'on abat pour faire monter les enchères dans une partie de poker. Et si cette vague d'attentats renforce quelque chose en France, ce ne peut être que les sentiments nationalistes, l'arrogance de l'appareil d'Etat et l'audience de l'extrême-droite. Les militaires qui patrouillent aux frontières pour, paraît-il, empêcher les terroristes d'entrer dans le pays, la police qui expulse des étrangers sous le seul prétexte qu'ils sont du Moyen-Orient en assaisonnant son intervention d'un passage à tabac, comme ce fut le cas pour un cadre bancaire arabe, le développement des réflexions racistes assimilant les travailleurs arabes aux terroristes, tout cela n'est pas anodin.

Pierre VERNANT

La finance française et le Liban

Les gouvernements français, de droite et de gauche, ont toujours affirmé la nécessité de maintenir la "présence française" au Proche-Orient. Elle aurait pour but de "protéger" les populations, de maintenir la présence de la culture, de la langue françaises...

Ce qu'ils nous disent moins, c'est qu'il y a derrière ces belles phrases des intérêts bien matériels. Le Proche-Orient, et en particulier le Liban, est depuis longtemps un champ d'action privilégié pour le capital financier français.

Les bourgeois libanais, et notamment ceux appartenant à une minorité d'Arabes de confession chrétienne, les maronites, se sont spécialisés depuis longtemps dans le rôle d'intermédiaires pour le commerce avec les pays occidentaux, notamment la France. Agents commerciaux, puis banquiers ou agents financiers, ils ont formé une communauté riche et privilégiée, qui avait partie liée avec la grande finance française et occidentale. Beyrouth est devenue grâce à eux la principale place financière de la région, au point qu'on a appelé le Liban la "Suisse du Moyen-Orient".

On le voit, les "liens culturels" — dans la bourgeoisie maronite, on parle français et on envoie les enfants faire leurs études en France — ne font que refléter des liens bien matériels.

Aujourd'hui, ces liens économiques demeurent, même si les capitaux français au Liban ont été en partie supplantés par les capitaux américains, et même si Beyrouth a perdu de son importance en tant que place financière. Les gouvernants français tiennent à sauver ce qui reste de ces capitaux, de ces intérêts, de ces liens commerciaux, et c'est pourquoi ils tiennent tant à affirmer leur présence, même de façon très symbolique, par exemple par des contingents dits "de paix" comme celui de la FINUL.

PCF

Lendemains de fête

Une nouvelle fois, la fête de l'Humanité aura été un grand rassemblement populaire. Un immense rassemblement de travailleurs venus de tous les horizons; le lieu de retrouvailles de dizaines de milliers de militants pour qui le communisme, l'émancipation de la classe ouvrière, la lutte des classes veulent encore dire quelque chose.

Ce sont ces militants qui font chaque année, grâce à leur dévouement, le succès de la fête de l'Humanité, et qui ont montré encore cette année que, même si le Parti Communiste a perdu du terrain sur le plan électoral, il garde dans la population laborieuse une force avec laquelle la bourgeoisie devrait compter si elle s'appliquait non à bercer une nouvelle fois la classe ouvrière d'illusions électoralistes, mais au contraire à relever le moral d'une classe ouvrière déçue de cinq ans de gouvernement de gauche (dont trois avec participation communiste) et à l'orienter sur son terrain : celui de la lutte.

Certes, Marchais avait beau jeu, le samedi, devant la télévision, d'ironiser sur les "rénovateurs" qu'il faisait mine de connaître à peine, de considérer comme quantité négligeable. *L'Humanité* avait la part facile à se gausser de la presse qui n'avait, à la fête de l'Huma, d'yeux que pour les moustaches de Cardoze en oubliant de voir les milliers de militants ouvriers qui animaient cette fête. Cette ironie-là a pu plaire aux militants communistes qui voient, à juste titre, dans les dirigeants "rénovateurs" des gens qui cherchent à tirer leur parti dans une voie encore plus social-démocrate, des nostalgiques de l'Union de la gauche.

Ces militants pouvaient peut-être se sentir plus chaud au cœur de voir que le grand discours du dimanche après-midi, prononcé par Lajoinie, se déroulait sur une tribune pleine de travailleurs portant banderoles de leurs entreprises en lutte.

Mais à y regarder de plus près, le discours de Lajoinie n'était pas forcément très loin de celui qu'aurait pu faire n'importe lequel des chefs rénovateurs. Car même si depuis qu'il a quitté le gouvernement de gauche, le Parti Communiste parle plus souvent de lutte, il n'a pas renoncé pour autant à cultiver des illusions électoralistes; et les élections restent pour lui sa seule perspective politique, même si cette perspective aujourd'hui ne peut être que lointaine. Ainsi Lajoinie, loin d'insister sur la force réelle de la classe ouvrière que la défaite des politiciens de gauche n'a pas entamée, a au contraire insisté : *"C'est vrai que la droite et le grand patronat sont puissants, surtout depuis l'affaiblissement électoral de notre parti"*.

Comme si, sur le terrain des usines, là où les travailleurs peuvent réellement se faire craindre, le poids des militants communistes, même minoritaires, ne pouvait pas être autrement efficace que des bouts de papier dans les urnes. Et la politique actuelle proposée par le Parti Communiste à ses militants, que Lajoinie lui-même a tenu à qualifier de *"novatrice"*, il l'a résumée comme une politique *"anticapitaliste"* pour *"un socialisme autogestionnaire"*. On aurait pu croire entendre un dirigeant du CERES. Et l'objectif à atteindre est *"un nouveau rassemblement majoritaire, dont nous avons dit qu'il devrait aller bien au-delà des majorités politiques de gauche qui ont existé dans le passé"*.

Car finalement, ce qui sépare la direction actuelle du Parti Communiste des dirigeants "rénovateurs" est probablement bien moins grand que ce qui sépare les intentions de tous ces dirigeants pris en bloc des aspirations réelles de ces militants qu'aucun rêve de carrière ni municipale, ni encore moins gouvernementale n'anime, et qui pourtant donnent sans compter leur temps et leur force pour que vive leur parti.

POLOGNE

Jaruzelski libère les dirigeants de Solidarité

Le gouvernement de Jaruzelski vient de libérer 225 prisonniers politiques. Parmi eux, la totalité des dirigeants de Solidarité emprisonnés, dont Zbigniew Bujak, arrêté il y a quelques mois après quatre ans et demi passés dans la clandestinité : une capture dont Jaruzelski avait fait grand cas.

En revanche, d'autres détenus, considérés comme droits communs bien qu'ils aient été eux aussi condamnés pour des actes politiques, n'ont pas été relâchés. Ainsi deux policiers de Gdansk condamnés à quatre et six ans de prison, pour avoir aidé le syndicat clandestin Solidarité, resteront en prison, de même que deux étudiants qui avaient refusé de prêter leur serment militaire.

L'église polonaise s'est empressée de manifester sa satisfaction : *"Cette décision, exigée à plusieurs reprises par des représentants de l'église et attendue par de larges couches de la société, offre une chance de mettre fin à une période pénible de notre histoire"* ont déclaré les évêques polonais.

Ce n'est pas la première fois que le régime de Jaruzelski procède à des libérations de ce genre. En 1983 et en 1984, il y avait déjà eu des "mesures de clémence" comme disent les dirigeants polonais. Mais dans de nombreux cas, les libérés ont été de nouveau arrêtés quelques semaines ou quelques mois plus tard, pour avoir poursuivi leurs activités.

Cette fois la libération des emprisonnés a été précédée par la convocation de 3 000 opposants auxquels la police a signifié qu'ils devaient cesser leurs activités illégales.

L'objectif du régime de Jaruzelski était de parvenir à mettre la classe ouvrière polonaise au pas, de la priver de moyens de défense pour pouvoir lui imposer une baisse draconienne de son niveau de vie. Cela passait par la disparition de Solidarité, ce syndicat fort de près de dix millions de membres, au travers duquel des millions de travailleurs défiaient le régime.

Mais la mise au pas de la classe ouvrière était une chose, l'attitude du régime de Jaruzelski envers les dirigeants de Solidarité une autre. Car cette opposition n'a jamais rien eu de subversif. Les intellectuels catholiques, qui se trouvaient derrière les dirigeants de Solidarité, souhaitaient un accord avec Jaruzelski. Des pourparlers avaient même été entrepris à ce sujet peu de temps avant la proclamation de l'état de guerre.

Aujourd'hui que Solidarité est démantelé, Jaruzelski a tout intérêt à préserver l'avenir en ménageant des gens qui pourraient bien resservir un jour — qui sait — par le prestige qu'ils ont réussi à conserver dans les rangs ouvriers. Jaruzelski a d'ailleurs eu dès le départ une attitude nuancée vis-à-vis des dirigeants de Solidarité. Il avait assez rapidement remis Walesa en liberté, ce qui rendait plus facile à l'église de prêcher la modération aux ouvriers, en lui évitant d'apparaître comme traître. Cela témoignait déjà de ce jeu politique entre le régime de Walesa et les dirigeants de l'opposition qui dirigeaient Solidarité. Comme en témoigne aujourd'hui la remise en liberté de dizaines de militants ou dirigeants en vue de Solidarité.

Pierre VERNANT

PARTI SOCIALISTE : Toujours moins

Le Comité directeur du Parti Socialiste, qui s'est tenu le 13 septembre, a été l'occasion d'un captivant débat qui a vu un ancien Premier ministre, Mauroy, et le brillant ex-ministre de la Culture, Jack Lang, s'opposer au n° 1 du parti, Jospin.

Il s'agissait de savoir si, dans l'opposition, le PS doit jouer un *"air de flûte"* ou, au contraire, de la *"grosse caisse"*. Ou encore, si l'on préfère, de savoir si le PS doit avoir une attitude *"critique, offensive mais ouverte"*, ou avoir *"les deux pieds dans l'opposition"*...

Rien de moins. Finie, donc, l'époque où le Parti Socialiste — avant 1981 — faisait mine de s'intéresser à des questions comme *"changer la vie"*, la justice sociale, les droits des travailleurs...

Le Parti Socialiste d'aujourd'hui est un parti sérieux, aussi sérieux que le RPR ou l'UDF. Et qui ne s'embarrasse donc pas de proposer une politique de rechange, qu'il serait bien en peine de mettre en avant, tant les politiques de droite ou de gauche au gouvernement se ressemblent.

En bons ex-ministres, ministrables ou présidentiables, les dirigeants du PS n'ont rien à dire et leur préoccupation se résume à la manière de le faire savoir ou de ne pas le faire savoir, la manière de se donner un genre et de se placer dans l'éventuelle course aux places : les uns en causant (Jospin, Mauroy, Lang), les autres en attendant sagement que les élections de Toulouse tranchent entre Jospin et ses contradicteurs pour donner le coup de pied de l'âne au perdant (Bérégovoy et d'autres). Rocard, quant à lui, persiste dans son style en se faisant remarquer par son absence...

Du chômage, de la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, plus un mot. Au Parti Socialiste, on n'éprouve pas le besoin de seulement faire semblant de se différencier du gouvernement en place sur ces questions. C'est tellement vrai que, sur la question du chômage où, par inertie, la position officielle du Parti Socialiste reste le partage du travail entre tous et l'institution d'un revenu minimum garanti indépendant du travail, Chevènement — l'ancien dirigeant de la gauche du PS ! — a estimé qu'il vaudrait mieux *"faire appel aux valeurs de l'effort et de l'imagination plutôt que de proposer le partage du travail ou le revenu minimum"*. Position que ne renierait pas l'actuel ministre du Travail avec ses "petits boulots".

Pendant ce temps, les attentats terroristes provoquaient les déclarations gouvernementales que l'on sait. Et le Parti Socialiste a tenu à faire savoir qu'il approuvait la fermeté du gouvernement...

Qui dit moins ?

Jean-Jacques FRANQUIER

Jospin, Bérégovoy, tentant d'appliquer les "valeurs de l'effort" prônées par Chevènement...

FONCTION PUBLIQUE

Les boutiques syndicales appellent à deux journées d'action différentes. Mais les travailleurs peuvent choisir d'agir ensemble

C'est sur les mêmes revendications essentiellement que tous les syndicats appellent à une journée d'action prochainement dans la Fonction publique : le problème des salaires (dont le pouvoir d'achat a baissé depuis trois ans), celui des réductions d'effectifs (4 200 postes supprimés dans la Fonction publique en 1985, 5 100 en 1986, et 19 000 suppressions prévues au budget 1987), ceux que posent au personnel les projets de privatisation de certains services... Mais ce sont deux journées d'action concurrentes qui sont prévues. CFDT, FO, FEN et CFTC se sont mises d'accord pour une grève de 24 heures le 21 octobre ; elles ne sont pas pressées. Ce qui a permis après coup à la CGT d'apparaître comme prenant les devants en annonçant, elle, une journée d'action pour le 30 septembre.

Et maintenant, voilà les syndicats qui polémiquent, chacun accusant l'autre d'avoir cherché la division. Et tant pis si cela contribue encore à démoraliser un peu plus les travailleurs concernés : ni pour les uns, ni pour les autres, le but de leur journée d'action n'est de permettre aux travailleurs du secteur public de montrer leur force, ni d'être un point de départ pour préparer des actions plus importantes, faire de l'agitation en faveur d'une véritable grève générale des fonctionnaires qui serait indispensable pour faire reculer le gouvernement. Non, pour la CFDT, la FEN ou FO, il s'agit juste d'un baroud d'honneur avant de demander à s'asseoir à la table des négociations. Pour la CGT, il s'agit surtout de se montrer comme le seul syndicat vraiment combatif ; ce qui n'est évidemment pas bien difficile lorsqu'on entend les déclarations conciliantes de Maire ou Bergeron vis-à-vis du gouvernement.

Pourtant s'il est un secteur où il serait facile justement de se retrouver tous ensemble parce que les revendications sont communes, qu'on a tous affaire au même patron, où une grève d'ensemble aurait une portée nationale et s'en prendrait directement à la politique du gouvernement, c'est bien la Fonction publique. Et c'est un secteur où l'on a pu voir se manifester récemment une certaine combativité, dans les transports parisiens, à la SNCF notamment. Mais ce n'est pas tant cela qui intéresse les directions syndicales que le fait que c'est une catégorie où chacune des "boutiques" a son secteur où elle est influente : la FEN a le monopole chez les enseignants, ou presque ; FO est influente chez les postiers, dans les ministères et la Fonction publique est presque le seul domaine où son influence est importante, la CGT est largement suivie à la SNCF, dans les tris postaux,... Et ces confédérations y ont donc succès assuré, même quand elles appellent chacune de leur côté.

Mais les travailleurs, eux, n'ont que faire de ces zizanies, et de ces jalousies. Et ils ne doivent pas se laisser arrêter par les manœuvres des appareils syndicaux. Ils peuvent très bien décider ensemble de se saisir de l'une, de l'autre ou même de ces deux journées d'action pour en faire leur protestation, indépendamment de qui appelle. Et ils ont avantage à en profiter pour montrer leur force.

Manifestants fonctionnaires devant le ministère des Finances il y a deux ans

Les travailleurs n'ont certes pas grand-chose à attendre d'une journée d'action, si celle-ci reste sans lendemain. Ils n'ont pas grand-chose à attendre des directions syndicales, la façon même dont celles-ci organisent, ou plus exactement volontairement divisent, cette journée d'action de la rentrée le montre bien. Comme le fait d'ailleurs qu'elles organisent à froid leur "journée d'action" alors qu'elles s'étaient bien gardées à l'occasion du coup de colère des conducteurs de métro parisien, ou du coup de colère des cheminots l'an dernier, d'appeler d'autres catégories de travailleurs dans la lutte.

Mais les travailleurs peuvent très bien décider eux-mêmes, ensemble, indépendamment justement des querelles des directions, décider de ce qu'ils veulent faire. Ils pourraient très bien, si dans un secteur ils y étaient prêts, décider ensemble, à l'occasion d'une de ces journées, ou d'ailleurs même à l'occasion d'un coup de colère pas forcément prévu au calendrier syndical, décider ensemble de ne pas en rester là, de ne pas se contenter d'une grève de 24 heures sans lendemain. Et dans le climat de mécontentement actuel, même si dans un secteur les travailleurs se montraient décidés à aller plus loin, rien ne dit qu'ils ne seraient pas suivis, plus même que les mots d'ordre parachutés à froid par les dirigeants syndicaux ; et le fait à lui seul que certains localement se montrent décidés aurait de quoi faire peur au gouvernement, et préparer l'avenir en redonnant confiance à tous ceux qui pensent qu'il faudrait enfin préparer une grève générale, mais qui croient encore qu'ils sont seuls à le penser.

dans notre courrier

L'école, encore et toujours un parent pauvre.

Alors que dans le projet de budget de l'Education nationale pour 1987, il n'est pratiquement prévu aucune rallonge, nous pouvons constater encore en cette rentrée scolaire, que tout ne va pas pour le mieux.

C'est ce que montrent ces correspondances de nos lecteurs que nous avons reçues quelques jours après la rentrée.

32 élèves par classe à 2 niveaux : non !

Des parents d'élèves et des enseignants de l'école élémentaire "Les Genêts" à la Villeneuve de Grenoble nous communiquent :

En juin 1986, une probable baisse des effectifs autorise l'administration de l'Education nationale à bloquer (supprimer à titre provisoire) la septième classe de notre école : la dernière enseignante arrivée devra changer d'école dès la rentrée de septembre et cette rentrée devra se faire sur six classes à l'école élémentaire "Les Genêts".

A la rentrée, 172 élèves sont répartis sur ces six classes dont cinq à plusieurs niveaux. En moyenne plus de 28 élèves par classe et le CE2 - CM1 à 32 élèves !

Le vendredi soir 6 septembre, la mobilisation des parents s'organise : pétition, tracts, et affiches annoncent l'occupation de l'école pour le lendemain. Des banderoles sont apposées dans le quartier. Lundi 8 septembre, l'action continue. Mardi 9 septembre, dès 9 heures, environ 80 parents et enfants, brandissant des panneaux, se réunissent à l'Inspection académique de l'Isère et se retrouvent avec des délégations de trois autres groupes scolaires de l'Isère mobilisés pour le même problème.

L'après-midi, le septième poste d'institutrice est débloqué, l'enseignante pourra réintégrer l'école et dès lundi 15 septembre la "rentrée" pourra s'effectuer normalement (24 à 25 élèves par classe en moyenne).

Vendredi soir un "pot" chaleureux a réuni toutes les familles concernées. La menace de blocage existant toujours pour la rentrée 1987, on a conservé les banderoles...

Rentrée scolaire à Clermont-Ferrand.

Dans nombre d'établissements de la région clermontoise, la rentrée a été difficile. Les effectifs par classe s'alourdissent d'année en année. Les classes de première et de terminale ont 38 à 40 élèves, alors qu'elles devraient être dédoublées à partir de 34 ou 36.

Au lycée technique Sidoine Apollinaire, l'une des terminales atteint 37, alors qu'il n'y a que 35 places dans une salle spécialisée avec 35 machines !

Le système des temps partiels se développe chez les enseignants pour des raisons de santé ou familiales. Alors l'administration fait boucher les trous à d'autres enseignants, qui se voient imposer des emplois du temps aberrants, et doivent effectuer leur service dans deux ou trois établissements, parfois éloignés. L'administration appelle cela *"des nominations dans l'intérêt du service et des élèves"*.

Quant aux locaux et aux équipements, il y subsiste de sérieux points noirs. Ainsi il a fallu un contrôle des services vétérinaires pour s'apercevoir que les cuisines du lycée Jeanne-d'Arc, qui assurent la découpe de la boucherie pour les lycées clermontois, n'étaient pas conformes. Des crédits ont été débloqués pour éviter la fermeture, et donc rénover et agrandir.

Les salles de labos pour les langues ne sont pas régulièrement entretenues : à peine 15 casques d'écoute sont utilisables à la fois ; pas étonnant quand on sait qu'un seul agent doit assurer l'entretien de tout le matériel : (projecteurs, magnétophones), et l'électricité de toutes les salles, alors qu'il s'agit de l'un des deux plus grands établissements de l'académie !

A Riom, au lycée Virlogeux, des préfabriqués sont dans un état lamentable, ainsi que les cuisines, vétustes et très insuffisantes. Prévue pour 600 repas, la cantine doit en assurer 1.200 par jour. Alors la colère des agents a éclaté et ils ont fait grève dès le jour de la rentrée. Un crédit d'urgence de 800.000 F a été débloqué par le Conseil général pour les équipements et les travaux indispensables.

PONT-DE-CLAIX (ISÈRE)

Tout va très bien Madame la marquise...

Vendredi 5 septembre, ce sont une quarantaine de parents mécontents qui ont accueilli l'inspecteur départemental de l'Isère, à l'école maternelle du Centre à Pont-de-Caix. Ils protestaient contre le fait que la quatrième classe était toujours fermée, malgré les promesses faites en début d'année. Ce sont 26 enfants nés en 1983 et 14 en 1984, soit 40 enfants au total qui étaient refusés.

L'inspecteur n'a pu que présenter ses regrets aux parents et au maire qui les soutenait. Aussi l'occupation de l'école était-elle décidée, et la classe réouverte par les parents qui assuraient eux-mêmes l'école à tour de rôle. Cette occupation devait durer jusqu'à mardi 9 septembre. Ce jour-là nous sommes descendus à une douzaine à Grenoble, au rectorat, l'inspecteur nous ayant informés qu'une commission reverrait notre cas. Après diverses tergiversations, nous obtenions enfin une réponse positive. Un instituteur allait être nommé, et la classe ouvrait dès lundi.

EGF

Le courant ne passe plus

Depuis le vendredi 12 septembre, un mouvement de grève touche, à un degré ou un autre, les travailleurs de l'ensemble des centres EGF de Paris (les 9.500 électriciens et gaziers de Paris sont répartis en cinq centres).

A l'origine de ce mouvement : le conflit qui oppose les travailleurs des agences du centre de Paris-Nord à leur direction. En effet, le 4 septembre, les travailleurs des trois agences de ce centre, sans attendre les syndicats, se mettaient en grève pour s'opposer aux projets de la direction qui, appliqués, se traduiraient par la rétrogradation de la fonction d'agent technico-commercial (ATC) de GF 8 en GF 7 (c'est-à-dire, pour les ATC actuels, un déroulement de carrière plus lent et, pour les nouveaux, une rémunération inférieure de 300 F environ), la suppression de postes, d'effectifs.

Le jeudi 11 septembre, la direction du centre s'en prend à six d'entre eux en les sanctionnant d'un mois de mise à pied avec privation de salaire, pour leur participation à l'occupation de l'une des agences, celle de le rue Dautancourt, commencée deux jours auparavant. Ces sanctions vont entraîner la réaction des travailleurs des autres centres. Le lendemain même de l'annonce des sanctions, à l'appel des syndicats CGT - CFDT - FO et CFTC, la plupart des agences sont fermées. Et près d'un millier de gaziers et électriciens se retrouvent devant le siège de la direction régionale, rue de Vienne (la direction des cinq centres parisiens), puis devant la direction de la Distribution de La Défense, pour exiger le retrait des sanctions ainsi que du projet de réforme de la direction de Paris-Nord.

Car le mauvais coup de la direction ne passe pas. *"Non seulement la direction s'en prend à nos acquis, mais en plus il faudrait qu'on ferme notre gueule"*, pensent et disent beaucoup d'entre nous.

Et les travailleurs d'EGF ont raison de réagir. Car en sanctionnant ainsi six d'entre nous, il s'agit pour la direction de faire un exemple, de montrer à tous les travailleurs d'EGF finalement, non seulement à ceux de Paris-Nord mais à ceux des cinq centres et de tout le pays aussi, qu'il peut leur en coûter cher de s'opposer aux mesures qu'elle entend mettre en place. D'ailleurs, le projet pour Paris-Nord s'inscrit dans tout un ensemble de mesures pour tout l'EGF, qui consiste d'une part à faire des gains de productivité, en réduisant les effectifs et en augmentant la charge de travail, et d'autre part à économiser sur les salaires, ce qu'elle a d'ailleurs commencé à appliquer ici ou là.

Lundi matin, plus nombreux et plus déterminés, nous sommes cinq cents à accompagner au Palais de Justice le secrétaire général de la CGT de Paris-Nord, assigné en Référés par la direction qui veut obtenir l'ordre d'expulsion des grévistes qui continuent à occuper l'agence Dautancourt. Le juge se contente de proposer un médiateur... le directeur régional de l'EGF de Paris. Pour les syndicats, c'est un pas pour permettre de "véritables négociations".

L'après-midi nous nous retrouvons encore plus nombreux devant la direction régionale rue de Vienne, pour manifester et apprendre que le directeur régional se défile. Les syndicats proposent de poursuivre l'action en se retrouvant le lendemain matin dans les centres.

Mardi, la mobilisation se faisant sur les différents lieux de travail, on se retrouve à nouveau à un millier à la direction régionale, rue de Vienne, d'où nous partons en manifestation jusqu'à la direction générale d'EGF, rue Murat. Là encore, le représentant de la direction tente de noyer le mouvement en indiquant que le juge nommera un autre médiateur.

De retour à Vienne, les syndicats nous proposent d'occuper une agence par centre pour la nuit et de faire une distribution de tracts au public, sur les marchés et autour des agences, le lendemain matin. Ce qui sera fait par plusieurs centaines d'entre nous. Mercredi après-midi, de nouveau en rassemblement rue de Vienne, les syndicats décident de "durcir" le mouvement en faisant des coupures. Ce qui est bien accueilli.

Ainsi, mercredi, il semblait que plus de la moitié des 9.500 agents EGF de Paris étaient en grève, de plus en plus conscients que l'épreuve de force engagée avec la direction, au départ en solidarité avec leurs camarades des agences sanctionnés, avait un enjeu qui allait bien au-delà. Si la direction réussit à imposer ses sanctions, c'est un point qu'elle marquera et elle sera ainsi en meilleure position pour imposer les restructurations — diminution des effectifs, augmentation de la charge de travail — qu'elle projette. C'est pour cela qu'au moins une minorité est maintenant décidée à aller jusqu'au bout. Et il est possible pour les travailleurs de gagner cette épreuve de force. Les grévistes sont maintenant majoritaires.

Les gaziers et les électriciens parisiens lors de manifestations l'année dernière.

Ils pourraient se servir de cette force pour convaincre et entraîner ceux qui travaillent encore et aboutir à ce qui forcerait réellement la direction à reculer : la grève réelle et complète de tous les travailleurs EGF de Paris.

Correspondant LO

Au centre Paris-Ouest

15e, 16e, 8e, 7e arrondissements 1500 personnes

Le mouvement a démarré vendredi 12, à l'appel des syndicats, avec la fermeture de deux agences sur trois (Possoz et Le Hameau). Le restant du personnel a été mis au courant lundi dernier. Chaque matin des assemblées générales ont lieu sur tous les sites et on peut dire que la participation aux réunions n'a pas cessé d'augmenter depuis lundi. Les réunions sont intersyndicales.

Mardi 16, la CGT a proposé aux secteurs techniques d'aller occuper l'agence Possoz (16e). Nous nous y sommes retrouvés à 150 et avons barricadé l'entrée à l'aide de chaises. On a alors vu venir le chef d'agence, accompagné de quelques cadres, nous intimer l'ordre de vider les lieux avant 11 h et nous menacer de prendre des noms et de sanctionner. A 11 heures personne n'avait bronché et il n'a pu obtenir un seul nom de notre part. Le même scénario s'est reproduit mercredi 17 à l'agence Lecourbe (15e), que nous avons aussi occupée et où les chefs de l'agence se sont ridiculisés de la même façon.

Cela dit, les syndicats qui nous invitent à participer aux divers rassemblements et actions finalement ne proposent comme seule perspective que la reprise des négociations. Et la CGT a même présenté le fait d'avoir trouvé un médiateur comme une "première victoire".

Mercredi soir, il y avait près de 50% du personnel dans la grève. Et jeudi matin nous devions couper l'électricité dans tous les immeubles EDF du centre. Cela sur proposition des syndicats lors de l'assemblée des grévistes de Paris, qui s'est tenue rue de Vienne mercredi soir.

CDT

Changement de tension

Les 450 agents sont appelés à la grève depuis vendredi dernier. Si environ 10% sont grévistes ce jour-là, le lundi la direction annonce 50% de grévistes, le mardi 64% et mercredi 75%.

Et si au départ on s'est mis en grève par solidarité contre le projet de réforme d'un autre service et contre les sanctions concernant les camarades d'un autre centre, au fil des jours la plupart deviennent conscients du véritable enjeu : la remise en cause de classification spéciale concernant les 9.500 agents de Paris et les réductions d'effectifs (20.000 sureffectifs, sur 115.000 agents, annoncés par la direction).

Les grévistes participent massivement aux différentes manifestations proposées dans la journée et ont le moral en hausse. Et le sentiment, c'est que maintenant il ne faut plus reculer jusqu'à la levée des sanctions.

SPLASTCH

A Dautancourt, la grève avec occupation est suivie avec enthousiasme par la quasi-totalité du personnel, mais pas par tous. Comme ce cadre, briseur de grève, qui avait décidé d'escalader le portail d'entrée ; mais les grévistes l'avaient barbouillé de graisse à gaz.

Et notre zélé cadre de se retrouver le cul par terre, le costard plein de graisse.

PHOTO-MATON

Pour prendre discrètement en photo les grévistes qui occupent Dautancourt, quelques cadres locaux, accompagnés d'huissiers, ont été jusqu'à visiter les appartements qui surplombent la cour de l'agence...

Les petits chiens de la direction ont choisi le côté de la laisse qui leur convient le mieux.

BLEU DE CHAUFFE

Depuis le début de la grève, on peut voir le chef de l'agence Saint-Martin se transformer en caissier pour recevoir les chèques des clients qui sont coupés.

Maintenant, le verra-t-on mettre le bleu pour les rétablir ?

Extraits du bulletin
Lutte Ouvrière
EGF - Paris Centre

PROJET DE BUDGET 1987:

Toujours plus pour les plus riches, encore plus dur pour les travailleurs

Moins d'Etat, moins d'impôts, avait promis la droite dans son programme électoral. La publication du projet de budget pour 1987 montre ce qu'il en est. La droite alterne avec la gauche, les gouvernements se suivent et dépensent toujours autant pour cette énorme machine bureaucratique qui pèse sur les épaules de la population, en particulier la plus pauvre et coûte aujourd'hui plus de 1.000 milliards de francs par an.

LES DEPENSES

Elles ne diminueront pas cette année. Elles seront de + 1,8 % par rapport à l'année dernière, soit environ l'équivalent de l'inflation attendue (2 %). Le budget de l'armée est celui qui augmentera le plus et absorbera près de 60 % des mesures nouvelles du projet de loi de finances, avec une augmentation de 6,9 % qui le fera passer à la modeste somme de 169 milliards. La police, la justice, le commerce extérieur se partageront l'essentiel du reste des augmentations. Donc, pour l'essentiel, ce sera plus d'armements, plus de flics et plus de gardiens de prison. Et cela bien que, globalement, il soit prévu au budget de 1987 de supprimer 19.000 emplois de fonctionnaires. Mais pour le gouvernement, moins d'emplois ne veut pas dire moins de dépenses.

LES RECETTES

Celles prévues augmenteront de 5,5 % compte non tenu de l'inflation, soit en francs constants au moins de 3,5 % . Et avec ça, paraît-il, il y aurait une diminution d'impôts !

Toute la presse l'a souligné : si les grandes fortunes et les hauts revenus (ceux qui entrent dans la tranche d'imposition à 65 %, c'est-à-dire qui "gagnent" plus de 55.000 F par mois pour un couple sans enfant) raflent l'essentiel des 15 milliards de baisse de l'impôt sur le revenu, et si les entreprises, avec la baisse de l'impôt sur les sociétés et celle de la taxe professionnelle, se partagent encore 12 milliards, pratiquement tous les autres paieront plus l'année prochaine, à cause des nouveaux prélèvements effectués au titre de l'augmentation de la cotisation vieillesse (+ 0,7 %) et du prélèvement supplémentaire de 0,4 % de l'impôt sur le revenu prévus pour le trou de la Sécurité sociale.

QUI PERD ET QUI GAGNE

On nous dit que 2 millions supplémentaires de contribuables ne paieront plus du tout d'impôts sur le revenu l'année prochaine. Mais on ne dit pas que c'est surtout parce que les plus pauvres se sont appauvris, qu'à cause du chômage et de la baisse des salaires il y a de plus en plus de travailleurs qui tombent en dessous du seuil d'imposition, et non pas parce que c'est la conséquence des mesures démagogiques au bénéfice des couples mariés ou la conséquence des autorisations de déduction pour frais de garde d'enfants, annoncées par le ministre des Finances.

Il est vrai qu'en dépit de la baisse du taux d'imposition sur les bénéfices des sociétés, passant comme l'a précisé Balladur de 50 à 45 %, l'impôt sur les sociétés rapportera en 1987 près de 16 milliards de plus (soit + 16 %). Mais qu'est-ce que cela signifie, sinon que les bénéfices vont augmenter considérablement grâce à la baisse des salaires !

Et ce n'est pas tout ! Car dans les recettes prévues, il y a aussi les impôts indirects, la forme d'impôts la plus injuste, celle qui pèse proportionnellement le plus sur les plus pauvres puisqu'elle s'applique sur tous les produits de consommation. Ainsi la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) permettra de faire rentrer + 5,8 % de recettes supplémentaires.

Même avec des recettes en augmentation, le gouvernement ne diminuera pas pour autant vraiment le déficit budgétaire. Il était de 145 milliards en 1986, il est prévu de 128 milliards pour 1987. Mais, comme chacun sait, le déficit réel est régulièrement supérieur à celui prévu dans le projet de budget, ce qui ne saurait manquer de se reproduire l'année prochaine. Sans compter qu'il y a aussi un jeu de passe-passe cette année, des dépenses pour les entreprises nationalisées n'étant pas budgétisées aujourd'hui, le gouvernement comptant les compenser par les rentrées de la privatisation.

On ne peut donc sûrement pas, au vu du projet, dire que l'Etat dépensera moins. Ce qui est certain, c'est qu'il accentuera encore la politique entamée par la gauche qui, bien qu'ayant promis de *"faire payer les riches"*, avait déjà eu la main généreuse à leur égard. La droite fera encore plus de cadeaux aux gros, tapera encore un peu plus sur les plus pauvres et — tant pis pour les cadres et les petits commerçants qui y avaient cru — n'épargnera même pas tous les autres.

CHÔMAGE:

TOUJOURS PLUS

Il y a aujourd'hui 2,486 millions de chômeurs officiellement recensés. Leur nombre est en augmentation.

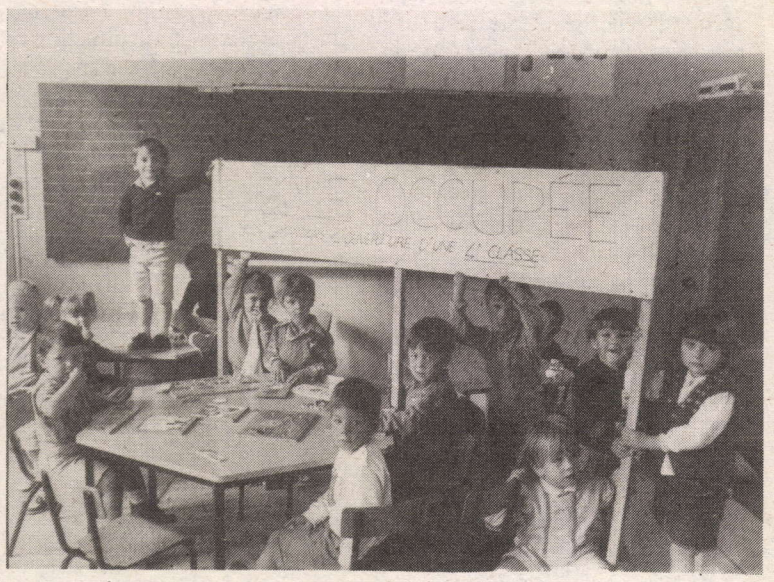
Il y a peu, le gouvernement annonçait que la courbe du chômage avait commencé à s'inverser... Cette fois, pas de commentaires ministériels.

Pourtant le gouvernement, comme ses prédécesseurs socialistes, n'a pas ménagé ses efforts. Pas pour créer des emplois, mais pour camoufler le chômage. Car il conviendrait d'ajouter les 173 000 "tucards", les 113 000 bénéficiaires du "plan Chirac" pour l'emploi des moins de 25 ans, une bonne partie des 152 950 radiations des listes pour absences au contrôle ou non-réponse aux convocations : visiblement, un nombre croissant de chômeurs en fin de droit ne vont même plus se faire inscrire sur les listes de l'ANPE.

Parce que les entreprises refont des bénéfices, on nous avait dit que c'était bon signe pour l'emploi...

Comme on voit, si les bénéfices sont une certitude, leur caractère "bénéfique" pour les chômeurs est pour le moins douteux !

Une fois de plus, le budget du ministère de la Défense est joufflu. Dans les écoles, par contre, on n'a pas fini de manifester comme ici à Cangey, il y a quelques jours.



Une réduction des dépenses... qui va nous coûter cher

Le gouvernement est tout fier d'annoncer un coup d'arrêt à la progression des dépenses de l'Etat qui devrait être inférieure à celle de l'an passé, en tenant compte de la hausse prévue des prix.

Des réductions de dépenses, il y en aura effectivement qui vont se traduire par la suppression de 19.000 postes de fonctionnaires, dont 4.200 militaires et le reste civils, surtout dans l'enseignement et les PTT.

Mais il y aura aussi des augmentations. Le budget militaire doit augmenter de 6,9 %, et passer ainsi devant celui de l'éducation. Dans ce budget des armées, ce sont les crédits d'équipement qui auront la part du lion : 85,8 milliards, plus de la moitié du total, et 13,4 % de progression. Cela fait donc 85,8 milliards de commandes pour les entreprises...

Autre gros poste en augmentation, les affaires sociales et l'emploi avec 71 milliards et plus 8,1 %. Il s'agit de crédits destinés à la formation professionnelle, aux TUC, et aux diverses actions dites "en faveur de l'emploi" qui sont, comme on sait, essentiellement des cadeaux aux patrons qui daignent embaucher, ou faire semblant, des chômeurs.

Le ministère de l'Intérieur n'est pas mal traité non plus avec 57,5 milliards et plus 6,5 % par rapport à l'an dernier. Il y aura davantage de policiers. Il y aura un nouveau bombardier à eau et deux hélicoptères contre les incendies. Pour les incendies de forêts de l'an prochain il n'y a donc pas le feu...

Le ministère de la Justice a droit à plus 10 % et un total de 13,3 milliards. Cela permettra de mettre en service 2.491 places de prison supplémentaires. Gouverner c'est prévoir.

Plus d'Etat, Moins d'Etat, Etat sœur?

Selon le ministre de l'Industrie, Madelin, la différence entre les allégements fiscaux consentis aux entreprises (qui doit leur rapporter 6,5 milliards) et la diminution des aides à ces mêmes entreprises (le fameux "moins d'Etat", qui leur ôtera 2,2 milliards) se montera à 4,3 milliards en faveur des entreprises. Bien plus en réalité, si on tient compte des commandes de l'Etat et autres aides invisibles.

Avec la gauche, c'était paraît-il plus d'Etat et plus d'argent pour les patrons.

Avec la droite, c'est moins d'Etat et quand même plus d'argent pour les patrons.

La gauche et la droite mènent, disent-elles, la politique exactement inverse. Et cela se traduit par les mêmes résultats pour les patrons... et aussi pour les travailleurs.

Le laboureur et ses (riches) enfants

Pour être éditorialiste du journal patronal *Les Echos*, on n'en a pas moins retenu ses leçons de l'école communale. Jugez-en : *"La plus spectaculaire* (des modifications apportées à l'impôt) *est certainement la réduction des tranches supérieures, assortie d'un objectif clair à terme : l'impôt ne doit pas prélever plus d'une moitié de ce qu'on gagne. Les manuels d'histoire font pleurer les enfants sur les métayers du 19e siècle à qui le propriétaire prenait la moitié de la récolte ; ils vantent le fermage, moins prédateur, qui laisse le fermier libre d'améliorer sa production et d'en garder le profit."* (*Les Échos* du 16 septembre).

Comparer ceux qui payent plus de la moitié de leurs revenus en impôts (ce qui suppose gagner au minimum 3,2 millions de centimes par mois pour un célibataire...) avec les métayers du 19e siècle affamés par l'impôt et les propriétaires, il fallait oser...

Mariage d'argent...

A la rescousse du curé, voici maintenant le percepteur : le gouvernement vient de décider des mesures fiscales qui aligneront les ménages mariés sur les concubins, jusqu'alors parfois légèrement favorisés.

Mariez-vous... Ce n'est plus seulement Jean-Paul II qui vous le dit, c'est aussi Balladur et Chirac.

Et si l'on célèbre le mariage dans les locaux de la perception, a-t-on droit à une petite réduction supplémentaire ?

Le sous-développement en marche

Petits boulots...

"Un "petit boulot", c'est mieux que pas de travail du tout", annonce sentencieusement *France-Soir* (mardi 16 septembre) en guise de titre à un article-interview du ministre de l'Emploi, Philippe Séguin. Selon *France-Soir*, *"c'est à une très forte majorité que les jeunes répondent oui à la possibilité d'occuper un petit emploi, peu rémunéré et sans doute pas toujours gratifiant, mais qui leur semble à juste titre préférable à pas d'emploi du tout"*. Nous ne sommes pas si sûrs de l'unanimité des jeunes. Mais quand on pose des questions du genre : *"Préférez-vous être borgne, ou aveugle ?"*, ou *"Préférez-vous manger un peu, ou rien du tout ?"*, on a les réponses qu'on mérite.

Philippe Séguin s'explique donc, une fois de plus, sur la "grande idée" du régime en matière sociale : les *"petits boulots"*. Il s'agirait de donner aux jeunes chômeurs *"le moyen de mettre le pied à l'étrier et de pouvoir se prévaloir auprès d'un chef d'entreprise du fait qu'on s'était déjà soumis à une discipline d'entreprise."* Ça va être facile, on l'imagine, pour un jeune, de se faire embaucher dans une usine en se prévalant d'avoir d'abord été vendeur de croissants à domicile, sans pouvoir en apporter la preuve !

Et puis, ajoute Séguin, *"ces jeunes ont besoin de formule de transition. Il faut les remettre à un niveau. Il faut leur donner le complément de formation dont ils ont besoin"*. On se demande en quoi les *"petits services"* vont donner aux jeunes un quelconque *"complément de formation"*.

Le fond du problème, on le sait, c'est de masquer les chiffres du chômage, d'occuper des jeunes à des travaux dérisoires. *"Il faut savoir que, si les Japonais et les Américains ont des taux de chômage meilleurs que les nôtres, ce n'est pas parce que la sidérurgie, l'automobile créent des emplois, ni l'aéronautique. C'est parce que, lorsque vous êtes au bureau et que vous téléphonez, on vous apporte un repas chaud. C'est parce que l'après-midi, on vous apporte du thé."*

Philippe Séguin, on le voit, se résigne vite à se faire servir ! Comme beaucoup d'autres de son espèce, ou de sa classe. Et si, comme il l'envisage, le nombre des chômeurs peut atteindre les 3,5 millions, lui et les siens n'en seront que mieux servis !

Alors, en avant pour les petits boulots : *"Dans des pays comme les Etats-Unis ou le Japon, ces activités ont pu émerger spontanément. Pourquoi ? Parce qu'il y a les mêmes besoins que chez nous, mais pas les mêmes contraintes"*. En avant, donc, vers la suppression des contraintes : *"Nous allons simplement créer un cadre juridique et un cadre social adaptés pour que ça puisse se développer". "Nous nous demandons s'il n'y a pas lieu de créer un statut juridique de travailleur autonome, par exemple."* Mais, *"cela devra être négocié avec les syndicats, avec les organisations professionnelles correspondantes."*

Pour faciliter la création des "petits boulots", il y aura aussi des avantages très matériels pour les employeurs : *"Dès lors que le niveau de rémunération n'excèderait pas un certain plafond, nous pourrions forfaitiser les charges sociales, de manière à ce qu'elles ne soient plus dissuasives."*

Autrement dit, les patrons payeraient peu, voire pas de salaires ; et peu, voire pas de charges sociales.

Séguin vient de charger François Dalle, ex-PDG de l'Oréal, de faire un rapport afin *"d'inventorier les nouveaux secteurs qui seraient susceptibles, sous des conditions à définir, d'offrir des perspectives d'activité."*

Pour approfondir leur réflexion Séguin et Dalle pourront enquêter au Maroc, en Inde, en Colombie, dans ces pays du Tiers Monde que la rapacité des banquiers et des industriels impérialistes ont transformés en réservoirs de vendeurs de cigarettes à l'unité, cireurs de chaussures, petits larbins de toute sorte qui vont chercher un journal, un taxi, en réservoirs de "boys", quoi, pour les Messieurs et autres Toubabs qui ont du fric.

Ça s'appelle la domesticité. Et on a connu ça aussi, nous... au 19e siècle... avec les valets de pied, les femmes de chambre et les porteuses de pain.

Et bientôt, si ça continue, on aura ça à nouveau en France. A large échelle. Des ministres, des journalistes imaginent très bien, déjà, qu'en échange de quelques sous ou trouvera des jeunes, ou moins jeunes, pour ouvrir les portes des riches, leur porter les valises, leur ramasser leurs balles de tennis ou leur torcher le cul !

Et ils ont raison. On peut tout revoir. On peut connaître toutes les régressions. Avec le capitalisme décadent et pourrissant, et la crise qui lui colle à la peau, on peut revenir à la domesticité généralisée, à l'escalavage et au servage, à toutes les plaies des siècles passés que les grands de ce monde avaient réussi, jusqu'à présent, à circonscrire dans le Tiers Monde.

André VICTOR

A travail égal salaire égal

Fin juillet, la direction apposait une affiche annonçant qu'elle recherchait deux chaudronniers en contrat d'apprentissage. La paye ? 25 % du SMIC pour le premier trimestre, et 10 % de plus pour chacun des trois trimestres suivants.

La direction dit que nous sommes trop nombreux à l'usine. En fait, ce qu'elle trouve, c'est que nous sommes trop nombreux... à avoir un salaire "normal".

Alors, si elle pouvait faire faire le travail par des jeunes payés à 25 % du SMIC, elle n'hésiterait pas, et d'ailleurs elle n'hésite pas. C'est ça les "p'tits boulots" dont parle Séguin, le ministre des Affaires sociales.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Trailor/Lunéville

Petits salaires...

En cette reprise de septembre, les travailleurs font l'amère constatation que voilà un an que les salaires n'ont pas augmenté. Bel anniversaire ! Certes, ce n'est pas le gouvernement actuel qui a inauguré le "blocage des salaires". Les ministres de gauche avaient commencé en 1982. Ils avaient au moins indiqué le sens, et les autres ont continué sur le même chemin. Et maintenant, on touche au point zéro : 0 % d'augmentation en un an, dans la plupart des entreprises. Et rien à l'horizon non plus.

La hausse des prix, nous dit-on en guise de consolation, est bien moindre que par le passé. Peut-être, mais elle est loin d'être supprimée. L'inflation continue, plus importante que les 2 % des statistiques officielles. La CGT, elle, dit que les prix ont augmenté de 4,3 % en un an.

Il y a donc une perte sèche sur les salaires, pour les salariés qui ont gardé le même emploi toutes ces dernières années. Mais ceux-là ne sont pas les plus mal lotis. Ou plus exactement, la baisse du niveau de vie de la classe ouvrière ne peut pas se chiffrer à ce qu'ils perdent, eux, du seul fait que leur salaire n'a pas suivi les prix. Car il y a aussi les autres, tous ceux qui sont au chômage et qui soit ont des indemnités qui représentent une perte énorme par rapport au salaire antérieur, soit ont trouvé un nouvel emploi, généralement moins qualifié et moins bien payé que le précédent. Car évidemment, dans ces cas-là, on prend ce qui vient et on perd le bénéfice financier et de la qualification et de l'ancienneté antérieures.

Alors le niveau de vie général des travailleurs baisse, oui ; et de façon de plus en plus sensible ; d'une façon que les chiffres et les froides statistiques sont incapables d'exprimer. Et quand les ministres se flattent, à l'occasion des débats sur le budget pour l'année 1987, de ce qu'il y aurait moins de gens assujettis à l'impôt, c'est une façon cynique de mentir. Ce n'est pas que les gouvernants auraient généreusement et humanitairement réduit le nombre des "imposables" ; c'est tout simplement qu'ils ont fabriqué davantage de pauvres.

Et dans le même temps, un bon nombre d'entreprises affichent d'importants bénéfices, dont l'envolée boursière de ces deux dernières années est l'expression.

Rien d'étonnant à cela. L'économie bourgeoise connaît à sa façon le principe des vases communiquants. L'enrichissement des bourgeois se fait par l'appauvrissement de la classe ouvrière. Dans cette période de crise, les grands profits engendrent les petits salaires, les petits boulots les grandes détresses. Jusqu'à ce que les travailleurs en aient vraiment marre.

Jean-Jacques FRANQUIER

Salaires "croissance-zéro"

Quelques exemples rapportés par nos lecteurs

A Chausson-Genne-villiers, il n'y a pas à se torturer l'esprit pour retenir les augmentations de salaire de cette année : 0 % depuis octobre 1985.

A Via-Assurances, tout le monde constate les augmentations de prix alors que les salaires sont bloqués : rien depuis janvier 1986, qui était une régularisation de 1985.

A la BNP-Bergère, on discute du fait que, pour la première fois, nous n'aurons rien au 1er octobre, et qu'il faudra attendre janvier 1987 pour avoir, peut-être, 0,86 % d'augmentation, si l'indice INSEE pour 1986 dépasse 2 %.

A Trailor-Lunéville, en juillet, la "gratification exceptionnelle" a bien montré qu'elle était justement... exceptionnelle.

La direction a expliqué que, le rapport qui devait servir de base de calcul à la prime étant en dessous du plancher, la prime pour juillet était de... zéro franc, zéro centime !

Aux PTT, il n'y a eu aucune augmentation en 1986 et rien n'est prévu pour 1987.

Dans l'Assistance Publique, après une augmentation de deux points indiciaires en février 1986 (soit, par exemple, 0,65 % pour un salaire de 6.800 F), et cela à titre de rattrapage pour 1985, il n'y a plus eu aucune augmentation générale.

UN VOTE POUR DIRE LA COLÈRE DU MONDE DU TRAVAIL

Plus de 50 % des voix n'ont pas suffit pour que le Parlement gouverne en faveur des travailleurs ou arrête le chômage.

Mais avec seulement 10 % des voix, l'extrême-gauche transformerait en sainte trouille la hargne du patronat.

Tout le monde verrait que la colère monte au sein de la classe ouvrière et que ça va exploser.

Votez Lutte Ouvrière le vote de la colère

Travailleuses, travailleurs,

ils n'ont rien fait pour vous ... ne faites rien pour eux !

Aux salauds de la droite et aux hypocrites de la gauche répondez par la colère

votez Lutte Ouvrière

Un député de plus ou de moins à l'assemblée ne changera rien à rien... mais que les voix des travailleurs se portent sur l'extrême-gauche et tout le patronat prendra peur !

Les députés, ils s'en foutent c'est la colère de la classe ouvrière qu'ils craignent.

Votez Lutte Ouvrière le vote de la colère des travailleurs

Si le Parti Communiste s'effondre c'est le résultat de sa politique.

Mais il manquera un vrai parti communiste à la classe ouvrière.

Reconstruisons-en un tous ensemble.

Un, qui soit vraiment ouvrier, c'est-à-dire qui permette à tous les travailleurs de s'exprimer librement en son sein.

Un, qui soit vraiment communiste, c'est-à-dire qui ne vende pas la confiance de la classe ouvrière pour une petite place dans un gouvernement au service des patrons.

Pour dire que vous voulez un parti vraiment communiste, votez Lutte Ouvrière

A bas Chirac et son gouvernement réactionnaire ! Contre lui et sa politique une seule riposte possible : la grève de tous les travailleurs, tous ensemble.

Ce qui a été possible contre De Gaulle serait facile contre Chirac.

Travailleuses, Travailleurs, voter ne peut pas changer votre sort.

Le 28 septembre vous pourriez vous abstenir, mais si vous voulez dire aux partis de gauche et aux syndicats que vous êtes pour une riposte unie de tous les travailleurs :

votez Lutte Ouvrière, le vote de la colère

Entre le cynisme de la droite et l'hypocrisie de la gauche les travailleurs n'ont pas à choisir

Leurs politiques se valent, tous ils cherchent à endormir la colère des travailleurs

Le 28 septembre, vous pourriez vous abstenir cela ne changerait rien à votre sort ni en mieux, ni en pire

Mais pour dire votre colère votez Lutte Ouvrière

Le 28 septembre ne changera rien pour les travailleurs...

nous n'avons à approuver ni la politique actuelle de la droite ni la politique passée de la gauche !

Mettez-les tous d'accord votez Lutte Ouvrière le vote de la colère.

Les travailleurs de Lutte Ouvrière ne cherchent pas à être députés ils veulent simplement crier que les travailleurs en ont ras-le-bol et ne vont pas tout supporter éternellement...

Pour le dire avec eux Votez Lutte Ouvrière !

ce n'est sans doute pas un vote utile mais ce sera quand même un geste efficace.

LES CANDIDATS DE LA LISTE PRÉSENTÉE PAR LUTTE OUVRIÈRE

Anne-Marie LAFLORENTIE, 38 ans, employée à la Thomson.
Robert ROIG, 42 ans, dessinateur à l'Aérospatiale.
Elisabeth PODGORNY, 36 ans, ouvrière à Cablauto.
Michèle PUEL, 37 ans, agent technique à l'Aérospatiale.
Georges LORENTE, 33 ans, ouvrier à Motorola.
Jacqueline SANTI, 42 ans, infirmière au CHR.
Michel LASERGE, 32 ans, câbleur à la Thomson.
Didier SOUFLET, 30 ans, technicien d'entretien à Motorola.

Suppléants :
Claude CAUCHOIS, 33 ans, programmeur.
Etienne MICHEL, 36 ans, enseignant.

Les élections du 28 septembre sont encore plus bidon que toutes les élections en général. Et tout le monde le sait. Il ne s'agit pas d'élire des députés, il s'agit de faire voter pour savoir ce que l'électorat de Haute-Garonne pense de la politique nationale. Un test grandeur nature, en quelque sorte. La preuve : Baudis, qui se présente, qui peut être élu, mais qui ne peut pas être député à cause de la loi sur le cumul des mandats. La preuve : Jospin, qui se présente, mais qui lui, est déjà élu, déjà député, et qui devra donc abandonner un poste. Pourquoi se présentent-ils alors ? Pour pouvoir dire : les électeurs m'ont approuvé, donc je continue.

Eh bien non, les travailleurs n'approuvent pas. Jamais, depuis le début de la crise, l'offensive développée contre les travailleurs n'a été aussi large et aussi provocante. Jamais non plus les entreprises n'ont fait autant de bénéfices. Pas toutes, bien sûr, mais la plupart. Jamais les actions en Bourse n'ont été cotées aussi haut. Dans la guerre de classes que le patronat mène contre les travailleurs pour leur faire payer la crise, le rapport de force s'est établi jusqu'ici en faveur du patronat.

Et les cinq années du gouvernement de la gauche, loin de renverser la situation en notre faveur, ont au contraire favorisé les industriels et les possesseurs de capitaux. Les ministres socialistes nous ont expliqué à leur tour que le redressement de l'économie passait par la santé des entreprises et qu'il ne fallait donc rien faire qui puisse compromettre leur situation financière, qu'il fallait accepter les sacrifices, le blocage des salaires, les licenciements inévitables qui étaient soi-disant la rançon de la modernisation. Mensonges que tout cela.

Oui, la gauche a bien servi le patronat. Elle a, par sa politique et ses discours, bien contribué à répandre résignation et démoralisation parmi les travailleurs.

Et aujourd'hui que la droite est là, au gouvernement, le patronat toujours insatiable en demande plus et plus encore : le droit de licencier quand il veut, comme il veut, sans que ça lui coûte un sou.

Alors, aujourd'hui, le problème n'est pas d'attendre les élections : celles du 28, bien sûr, mais même les présidentielles ou encore les futures législatives. De toute façon, quels que soient la loi électorale ou le découpage des circonscriptions, ces élections à venir ne nous apporteront rien. On vient d'en prendre. Et, à moins d'être un électoraliste indécrottable, on a compris.

Le problème, et il est urgent, c'est de donner un coup d'arrêt à l'offensive patronale. Vite, et le plus largement, le plus massivement possible. Les patrons peuvent payer ; on nous a menti en prétendant le contraire. Les travailleurs ont la force et les moyens de résister. Le gouvernement et le patronat craignent la classe ouvrière. Ils se croient tout permis parce qu'elle ne réagit pas. Mais qu'elle montre sa colère, et on les verrait paniquer.

Oui, il nous faudra réagir, surmonter les découragements, laisser l'esprit de boutique au vestiaire, entre ouvriers combatifs, entre militants, quel que soit le syndicat ou le parti, communiste, socialiste, révolutionnaire auquel on appartient, discuter et préparer la riposte.

Alors, si le 28 septembre, les politiciens veulent savoir ce que l'on pense, profitons de l'occasion. Il y a mieux à faire que de s'abstenir. Il y a à leur dire qu'on en a ras le bol de leurs mensonges et leurs promesses, que l'on ne croit plus à la comédie des élections, que nous sommes en colère et que cette colère pourrait bien leur éclater sous le nez.

Ce vote de la colère, vous pouvez le faire en votant pour les candidats de la liste de *Lutte Ouvrière*. Ils ne seront pas élus, et pourtant ce ne sera pas un vote inutile. Car si un plus grand nombre de travailleurs mécontents votaient pour l'extrême-gauche, les politiciens prendraient peur, mais parce qu'ils ont peur de la classe ouvrière, de ses réveils, de ses colères.

Alors, le 28 septembre, votez pour la liste conduite par
Anne-Marie LAFLORENTIE
VOTEZ LUTTE OUVRIERE

ÇA L'AFFICHE MAL

Il fait très chaud à Toulouse et, comme chaque année à la même époque, de nombreux quartiers et villages sont en fête. La campagne électorale des deux candidats-choc, Baudis pour la droite unie et Jospin pour le seul PS, s'adapte visiblement à cette fin d'été ensoleillée. Repas, réceptions, apéritifs-débats, buffets campagnards, vins d'honneur, apparitions à telle ou telle fête (parfois trois fois par jour), tours de marchés et serrements de mains : on n'oublie personne, ni les joueurs de pétanque, ni les électeurs du troisième âge. Cela fait quinze jours que la *Dépêche du Midi* (le journal local) rend compte, dans l'indifférence quasi générale, des tribulations d'un possible face-à-face télévisé Jospin-Baudis. Aura ou n'aura pas lieu ? Il aura lieu finalement, semble-t-il. Mais pour que se passionne la population — les milieux politiques, eux, s'excitent beaucoup — il faudrait que les candidats trouvent quelque chose à dire. On peut en douter en voyant leurs affiches. Ils ont dû dépenser beaucoup d'argent pour louer les panneaux publicitaires et sortir de belles affiches en couleurs qui ne se remarquent que par leur insignifiance politique. En fait, tout se joue sur la "gueule" des candidats. C'est un scrutin de listes, il y a huit députés à élire, mais ce sont les têtes de liste qui s'affichent grand format, avec le sourire aux lèvres et des slogans nullissimes. Qu'on en juge !

Baudis, on le voit, donne dans le régionalisme en plaçant son portrait sous la croix occitane. Dans son journal de campagne, distribué largement et gratuitement, il écrit sans rire : *"Le parachutage du député et conseiller municipal de Paris, chef du PS, abandonnant ses électeurs, est un geste de mépris à l'égard de la Haute-Garonne. On se moque de notre fierté en nous traitant comme un territoire à coloniser"*. Et plus loin, dans la page centrale, on peut trouver cette perle : *"Depuis la croisade de Simon de Montfort, le pays toulousain n'apprécie guère les grandes expéditions lancées depuis Paris au mépris de notre fierté et de toutes nos traditions"*. Le pire, c'est que ce n'est même pas de l'humour.

Jospin, lui, est encore moins politique.

Quant à son journal de campagne, plus gros, plus coloré que celui de Baudis, tout aussi largement et gratuitement distribué, il s'intitule *"Jospin en plus"* et démarre par un article de Edmonde Charles-Roux annoncé en première page sous le titre : *"Pourquoi j'aime Lionel"*.

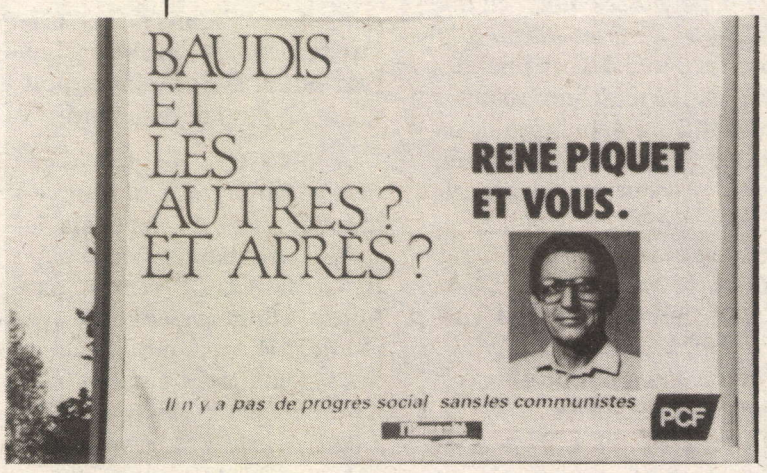
Au cas où les électeurs "aimeraient" aussi les autres compagnons de liste, Jospin a fait éditer des cartes postales en couleur, où on peut l'admirer avec chacun de ses colistiers.

Le MRG, qui a choisi cette fois de présenter sa liste (en mars il avait fait union avec le PS), se contente d'un slogan lapidaire.

On chercherait en vain d'autres explications.

Le Front National, lui non plus, n'a pas lésiné sur la dépense. Il a loué des panneaux pour dire en toute candeur :

Quant au PC, il fait dans l'abscons. Il a dépensé quinze millions de centimes pour dire aux électeurs éberlués :



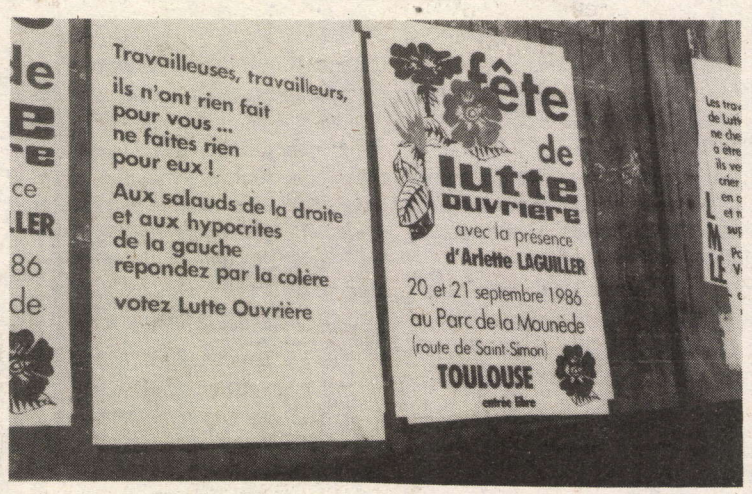
Comprenne qui pourra !

Bien sûr, à côté de cet affichage payant, il y a les militants qui s'activent, qui collent, qui distribuent des tracts. Mais cela ne compense pas la dépolitisation affichée de la campagne.

Et pourtant il suffit de rechercher le contact de la population, de discuter, d'écouter, pour voir que ce n'est pas l'indifférence et que beaucoup d'électeurs se posent des problèmes. En tout cas, parmi les travailleurs, il y a beaucoup de doutes, d'inquiétudes aussi, d'écœurement parfois.

La liste présentée par *Lutte Ouvrière* est évidemment classée par la presse dans les petites listes. Mais c'est une petite liste qui a quelque chose à dire. Dans cette campagne, nos affiches sont lues, discutées, commentées, déchirées parfois et recouvertes bien sûr. Mais elles réapparaissent et attestent quotidiennement de l'existence militante d'un courant, minoritaire peut-être, mais en tout cas présent et actif.

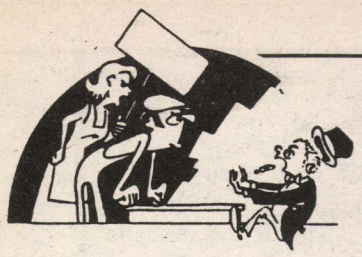
Alors, lisez, collez et votez Lutte Ouvrière.



Meeting avec Arlette Laguiller A Toulouse

le dimanche 21 septembre à 15 heures
dans le cadre de la fête de Lutte Ouvrière
au Parc de la Mounède (route de Saint-Simon)

entrée gratuite



Heures supplémentaires, pressions diverses sur les travailleurs ou licenciements...

A peine les vacances oubliées et la routine remise en place, il faut bien se rendre à l'évidence : les patrons n'ont pas perdu la main et ne laissent pas passer une occasion pour grignoter, ici ou là, tout ce qu'ils peuvent. Du moins tant qu'ils ne tombent pas sur un os.

Ainsi chez Peugeot à Sochaux, un travailleur commente : *"Nous devons nous laver les mains après l'heure de la fin de poste, alors qu'une dizaine de minutes étaient tolérées, avant".* **La chaîne des 205, elle, arrête deux minutes avant l'heure depuis lundi, au lieu de dix minutes. Ailleurs, deux ouvriers professionnels ont été mutés en production. Un ancien commente :** *"Depuis quarante ans, on n'avait pas connu une telle pression. Même au moment où l'on travaillait plus longtemps, comme après-guerre".*

Aux PTT, Tri PLM, les effectifs sont insuffisants au Transbordement pendant les heures les plus chargées : de 19 h à 22 h 30. La direction veut embaucher des auxiliaires à temps partiel : elle en prévoit vingt, tandis que vingt positions de travail seraient supprimées ou déplacées. Certains pensent que c'est un ballon d'essai que tente ainsi la direction régionale des centres de tri.

A RVI-Vénissieux, pour ceux qui avaient reçu des lettres de suppression d'emploi, la CGT a organisé un "jour de chômage". Il y a eu des groupes de discussion, surtout en fin de matinée. A 13 heures, 55 personnes étaient passées, en plus des militants, pour y participer. Les militants de la CGT informaient les travailleurs, en essayant de les convaincre qu'il n'y avait pas intérêt à partir.

A la CGCT, rue de Vaugirard à Paris, un petit mouvement de grève a éclaté dans le secteur des chantiers de la partie de la CGCT reprise par Matra. Matra avait imposé à ce moment-là une modification des indemnités. Ce qui entraînait une perte de salaire de 1.000 à 1.500 F. Les syndicats FO et CFDT avaient signé. C'est donc la CGT qui a amené les travailleurs pendant les deux jours de grève. Le mouvement s'est arrêté après que la direction a fait la promesse de compenser la perte par des augmentations par catégorie.

Et puis, un peu partout, comme le révèlent les bulletins d'entreprise *Lutte Ouvrière*, ce sont les heures supplémentaires, les pressions pour obliger les travailleurs à partir, ou carrément les licenciements.

A CHAUSSON CREIL

Les comptes de la rentrée

C'est reparti avec les samedis. En Peinture, certains secteurs sont invités à faire trois samedis en septembre et toute l'usine à passer, pour ceux que ça intéresse, le 13 au travail. Pour les derniers beaux week-ends de l'année, quelle occupation !

En tout cas, ça veut bien dire une chose : ils ont besoin de nous. Ils ont besoin que leur usine tourne, maintenant, et beaucoup. Ça leur permet de se remplir les poches.

Mais le calcul vaut aussi pour nous. On leur est indispensable. Ce serait le moment d'en profiter pour leur présenter les comptes. Et, sans allongement d'horaire, leur réclamer les sous qu'ils nous doivent depuis un bon bout de temps déjà.

CHEZ TOTAL-FRANCE

Des volontaires, SVP

Au cas où on ne l'aurait pas compris, si la direction nous propose de partir, c'est dans l'intérêt de tous. Pour un peu, elle nous dirait qu'elle est désintéressée.

Tous les moyens sont bons pour faire pression. Pour ceux qui sont dans les tranches d'âge pour les pré-retraites, on nous démontre par a + b que ça vaut le coup de partir. Si par hasard on n'est pas convaincu, il se trouve toujours quelqu'un de bien intentionné pour nous exposer des arguments en béton.

Pour les plus jeunes, la manœuvre est différente. Il y a, par exemple, le film qui est projeté à la cantine. A travers des interviews, on nous assure que, avec de l'ambition et peu de moyens, il est possible de créer son entreprise (rapidement, s'il vous plaît, les créneaux se rétrécissent) et de réussir.

Pour les récalcitrants, on explique qu'il faut être mobile et s'adapter à la conjoncture... Mais, rassurez-vous, le plan de départ est basé sur le volontariat... D'ailleurs, à la direction de la Compagnie, il y a encore de vieux patrons qui ne veulent toujours pas partir.

CHEZ HUREL-DUBOIS

Pas de salaire au rabais

La plupart des ouvriers de l'usine ne font plus que 37 heures, avec deux heures de moins sur le salaire.

Il n'y aurait, paraît-il, pas assez de travail. Il n'y a pourtant pas si longtemps que ça, avant les vacances, la direction faisait faire des heures supplémentaires.

Trop de travail, pas assez de travail, c'est comme cela l'arrange. Mais aujourd'hui c'est un moyen de nous voler une partie de notre salaire.

Attention, faire des avions ne nous donne pas envie de nous laisser voler !

A LA CEAC (NANTERRE)

Travail de nuit : tout bénéfice pour les patrons

A la finition, une équipe de nuit a été mise en place. Elle est composée en partie de travailleurs intérimaires et aussi de quelques travailleurs volontaires de l'usine.

Pour la direction, c'est le moyen de faire du profit supplémentaire en faisant tourner 24 heures sur 24 les machines, tant qu'il y a des commandes.

Quand il y aura moins de travail, les travailleurs intérimaires se retrouveront au chômage du jour au lendemain, après plusieurs mois d'un travail particulièrement fatigant.

CHEZ AGFA-GEVAERT (PONT-À-MARCQ)

7 x 8 = 37,30

C'est un extrait de la table de multiplication Agfa, qui a été mise en service en mai dernier, au moment du passage en continu du labo 3C et des salles de coulée.

En effet, les camarades de ces services travaillent 7 jours d'affilée, faisant donc 56 heures sans jour de repos. Mais, ces horaires étant calculés sur 5 semaines et non sur une seule, les heures supplémentaires ne sont pas payées comme telles, mais récupérées sans majoration, afin d'arriver à une moyenne hebdomadaire de 37 heures 30 minutes.

Si Agfa-Gevaert réussit à révolutionner les mathématiques, les ouvriers d'Agfa, eux, pourraient bien révolutionner tout court.

CHEZ RENAULT (CLEON)

Les mauvaises habitudes

Au F8M, on rentre à peine de vacances que certains viennent nous relancer pour travailler le samedi, et même le dimanche !

Décidement, ça devient trop une habitude. Et comme toutes les mauvaises habitudes, il serait grand temps qu'on y mette fin !

CHEZ RENAULT SAINT-OUEN

Le sergent-recruteur

La direction, pour essayer de faire passer en douceur le licenciement des 5 jeunes camarades, leur a conseillé de partir à l'armée et donc de résilier leurs sursis.

Eh bien, l'armée ne veut pas d'eux avant décembre.

Pas de problème, un membre de la direction leur a dit qu'il allait intervenir auprès des autorités militaires pour qu'ils puissent partir en octobre.

Décidément, la direction est composée d'hommes-orchestre : licencieur, médecin, et maintenant sergent-recruteur !

AUX GRANDS MOULINS DE STRASBOURG

"Employés, licenciez-vous vous-mêmes" nous dit la direction

La direction a demandé aux administratifs, niveau huilerie, de décrire leur emploi du temps de la semaine sur des formulaires.

On la voit venir avec ses gros sabots, la direction ! Elle prépare la venue d'un soi-disant spécialiste qui devra proposer des suppressions de postes pour justifier son salaire de chasseur de têtes d'employés. Les directeurs n'ont aucun scrupule ni aucun égard pour les salariés. Dans de nombreuses usines c'est la même histoire.

A Kronenbourg Obernai par exemple, après une étude du même genre, la direction a supprimé 168 postes administratifs.

Mais pourquoi, ici, la direction a-t-elle demandé aux employés de commencer eux-mêmes son sale travail ? Les directeurs ont le culot de demander aux futurs pendus de tresser eux-mêmes la corde de leur supplice.

Leurs formulaires, il y aurait de quoi en faire une belle flambée, plutôt que de leur rendre pour qu'ils s'en servent contre nous.

CHEZ ALCATEL

Ils licencient pour leurs profits

A Vélizy, pour les 22 salariés dont le licenciement a été accepté par l'inspecteur du travail, c'est l'ANPE tout de suite ou un congé-conversion, bidon pour la plupart, avec au bout du compte toujours la menace de l'ANPE.

Les 25 dont le licenciement a été refusé sont en sursis. Mais pour combien de temps ?

A Colombes, 51 licenciements ont été acceptés et 28 refusés.

A Boulogne, 19 licenciements ont été acceptés et 17 refusés.

Un gouvernement de gauche d'abord, de droite ensuite, et quelques dizaines de PDG ont accompli leur sale besogne : condamner des milliers de travailleurs au chômage ou aux travaux précaires, pour que croisse encore leur sacro-saint profit.

Attention aux retours de bâton !

... et parfois retours de manivelle!

AIR FRANCE (Orly Nord)

Coup de colère

Récemment à Air France Orly Nord, à la division entretien réacteurs (JW), un contrôleur sur table a reçu une lettre de "mise en garde". On lui reprochait, lors de la réception d'une pièce de réacteur venant d'un réparateur et nantie de son certificat de conformité, d'avoir laissé passer une notice visant à attirer l'attention d'Air France sur une anomalie concernant cette pièce.

Le hic, c'est que cette "urgent notice" était rédigée en anglais et que ce travailleur ignorant la langue de Shakespeare n'avait pu en comprendre un traître mot. Par ailleurs, deux agents de maîtrise du contrôle technique se voyaient également gratifiés d'une lettre.

Au contrôle sur table, cette lettre fut très mal accueillie. Très vite, les équipes du matin après entente avec celle du soir se retrouvaient, et quarante personnes au total allaient dans le bureau du chef de division. Nous lui avons rendu sa lettre, au bas de laquelle nous avions ajouté notre refus signé de tous les contrôleurs sur table. Mais surtout, il dut entendre notre indignation, entre autres, celle d'un chef d'équipe qui lui dit purement et simplement *"qu'il était de mauvaise foi"*. Ce que prit fort mal ce cadre : peu de temps après que nous avons regagné l'atelier, il rappela le chef d'équipe dans son bureau, pour lui demander s'il maintenait ses propos. Propos qu'il confirma. De colère le chef de division lui signifia *"qu'alors dans ces conditions ils ne pourraient plus travailler ensemble"*. En clair, on le menaçait de mutation.

Quand cela se sut, au contrôle et plus tard dans la division, ce fut l'indignation, la colère.

Le soir même il fut décidé d'une AG pour le lendemain matin 9 h 30. Une lettre pétition affirmant la solidarité de tous les contrôleurs avec ce chef fut alors signée par la quasi-totalité des présents. Et puis l'ensemble de la division, soit plus de 400 personnes, se rassembla et débraya comme un seul homme ; il faut remonter à onze ans, lors de l'occupation des locaux en 1975 pour retrouver un tel nombre de participants. Certains techniciens et chefs d'équipe s'étaient joints au débrayage.

C'est en cortège que nous nous sommes rendus au siège de la direction. Notre nombre fit impression sur le chef de département qui nous reçut. Des grévistes lui signifièrent que ce n'était pas le chef d'équipe qui devait partir mais le chef de division, que "nous en avions marre de notre Rambo aux Ray Ban" (le chef de division), et que d'une façon générale nous en avions assez du climat détestable qui régnait dans l'atelier du fait de ce cadre.

Bien vite, il ne fut plus question de sanction envers le chef d'équipe. La lettre doit être reformulée et même nos heures de grève seront payées. Comme quoi nos patrons ont eu une sacrée frousse.

Cela fait déjà longtemps que l'on nous cherchait. On nous reprend de petits avantages ici ou là. Plusieurs sanctions ces derniers temps avaient touché des camarades. Bref, certains cadres ne se sentaient plus.

Comme il y avait longtemps qu'il n'y avait pas eu de grèves, ils s'imaginaient que nous accepterions tout sans rien dire.

Eh bien non. Ils nous cherchaient, ils nous ont trouvés.

Correspondant LO

SNCF – Paris

A la Vente de la gare de Lyon la direction a reculé

A la vente de gare de Lyon, il y a deux types de guichets : ceux qui vendent les billets pour les départs du jour et ceux du Bureau Information-Réservation (BIR) qui les vendent pour les départs à l'avance.

A la mi-août, la direction décidait, à titre d'expérience disait-elle, d'exiger que tous les guichets vendent à l'avance. Il en est résulté que le BIR, moins visible, était désert alors que les autres guichets étaient surpeuplés. Ce qui laissait présager des suppressions de postes.

Le jour de la grève du 9 septembre, une vingtaine de cheminots de la Vente sont allés interpeller le Chef de gare. Le lendemain, lors d'une réunion de Délégués du personnel, la direction annonçait certaines concessions mais ne reculait pas sur l'essentiel. C'est alors que les délégués CGT et CFDT ont appelé les cheminots de la Vente à débrayer. Tout de suite les gars ont tiré le rideau, et dans toute la gare ont fermé les guichets pour exiger le retour à l'organisation antérieure. La Direction a annoncé qu'un responsable régional donnerait la réponse aux revendications, et on apprenait qu'elle reculait, en effet, sur toute la ligne. Les concessions qu'elle a accordées ne vont certes pas bien loin. Mais nous avons pu vérifier l'efficacité de notre détermination.

Correspondant LO

ARNO (Le Havre)

Colère contre les licenciements

Le 8 septembre, 203 travailleurs des ARNO (Ateliers Réunis du Nord et de l'Ouest, de réparation navale, qui comptent environ 500 personnes) ont reçu une lettre de licenciement. Pour beaucoup, la nouvelle est tombée au retour des congés.

Depuis plusieurs mois, une grande partie d'entre nous se trouvait au chômage technique. D'ailleurs nous avions fait un mois de grève, en janvier de cette année, pour maintenir le paiement du chômage à 70 % et non 50 % comme le voulait le patron et contre la flexibilité (il était prévu de nous faire travailler n'importe quel jour même le dimanche). Aujourd'hui, on nous jette à la rue.

Après l'annonce des licenciements, les 200 licenciés étaient devant la porte et leur colère mit le feu à quelques meubles et dossiers !

Les patrons, pris de panique, s'étaient enfermés dans un bureau, attendant le secours de la police venue les aider à sortir.

Mais qu'allons-nous devenir maintenant ? On nous dit que nous aurions le choix : soit des congés conversions qui n'existent pour l'instant que sur le papier, soit la "capitalisation" représentant une somme d'environ 80.000 à 100.000 F pour deux ans. Au Havre comme partout, les perspectives d'emplois sont limitées et d'autres usines liées au port et à la navale sont également touchées.

Alors, c'est plutôt l'écœurement car l'avenir s'annonce noir. Il n'y a pas plus de solutions locales ici qu'il n'y en a pour les centaines de milliers de licenciés du reste du pays, et pour s'en sortir, c'est un mouvement de l'ensemble des travailleurs qui serait nécessaire.

Correspondant LO

ACCORD SUR LA FLEXIBILITÉ

La CFDT – métallurgie refuse de signer... pour le moment

Alors que la confédération s'y était montrée favorable, la Fédération CFDT de la métallurgie a finalement refusé de signer l'accord sur la *"flexibilité"* avec le patronat, bien que dans un premier temps ses dirigeants se soient prononcés pour.

Cet accord, signé le 17 juillet par FO et la CGC, prévoyait un certain nombre *"d'aménagements"* du temps de travail. Entre autres, l'accord établissait, pour une durée hebdomadaire moyenne de travail de 38 heures et demie sur l'année, la possibilité de moduler les horaires jusqu'à 44 heures par semaine auxquelles pouvaient s'ajouter encore le potentiel annuel d'heures supplémentaires autorisé (94 heures dans la métallurgie!). En clair, un patron pourrait imposer de travailler jusqu'à 44 heures par semaine sans payer d'heures supplémentaires, celles-ci n'étant prises en compte sous forme de repos compensateur ou de paiement majoré qu'au-delà de 44 heures! Autre remise en question, l'accord prévoyait "des dispositions dérogatoires à la réglementation concernant le travail de nuit des femmes", c'est-à-dire qu'il serait désormais autorisé! Bref, la plupart des articles de cet accord allaient dans le même sens : permettre aux patrons, en échange de quelques miettes, d'organiser la production comme ils l'entendent !

La direction de la Fédération CFDT qui était, tout comme la Confédération initialement favorable à la signature de l'accord, justifiait sa position par des *"points positifs"* que cet accord contiendrait. Mais elle a reculé, sinon devant les travailleurs, du moins devant l'appareil de base de la CFDT (responsables de sections d'entreprise, d'Unions locales ou départementales) qui ont renaclé. D'autant plus que cela venait avec les déclarations d'Edmond Maire sur les *"petits boulots"*.

Toujours est-il que la grogne a été suffisante pour que la direction de la Fédération CFDT de la métallurgie ait préféré éviter les remous. Ce qui n'empêche pas Seguin, le ministre des Affaires Sociales, de travailler à une ordonnance qui reprendra les termes essentiels de l'accord. Et ce qui n'empêche, comme le dit *Le Monde* du 12 septembre, qu'*"au regard des autres négociations à venir, la CFDT pourrait ratifier ce texte sur le temps de travail dans le cadre d'un accord plus global"*.

La direction de la CFDT peut toujours dire à la base dans la métallurgie *"cause toujours"* mais après tout les militants cédétistes mécontents pourront toujours lui renvoyer la pareille et sur le terrain, dans les usines, refuser de s'incliner en utilisant contre la flexibilité ce qu'Edmond Maire appelle *"l'archaïque"* arme de la grève.

Lionel ATHOS

TEMPÊTE DANS LA "PISCINE" :

Les services secrets en vitrine des libraires

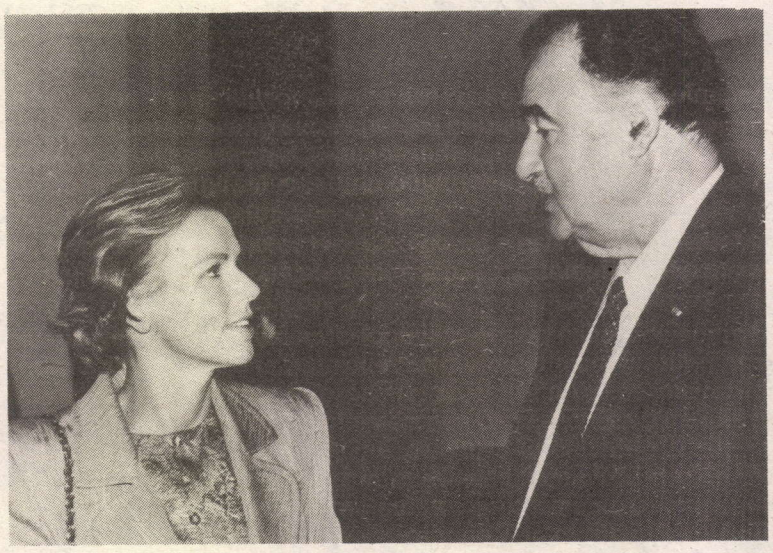
Tempête dans la "Piscine" : les "révélations" contenues dans le livre d'interview de l'ancien patron des services secrets français, le comte Alexandre de Marenches, auraient éclaboussé les actuels locataires de la "Piscine" (surnom donné au siège des services secrets à Paris), et en particulier son patron, traité tout bonnement d'incapable.

Et comme un chien mouillé ne sèche pas l'autre, l'actuel chef des services secrets, Marion, a rétorqué que son prédécesseur était "un curieux animal, plein de suffisance".

Bien que le métier de ces honorables hauts fonctionnaires soit de mentir, on est disposé cette fois à les croire.

Ce sont ces individus, dont on voit toute la haute opinion qu'ils ont l'un pour l'autre, qui sont chargés de faire exécuter les besognes inavouables de l'Etat français (ce qu'ils appellent, quand il s'agit des autres, les "activités terroristes"), tel l'enlèvement d'un leader de l'opposition marocaine, Ben Barka, il y a quelques années, ou plus récemment l'attentat contre le Rainbow Warrior.

Mais si ces chers collègues s'insultent copieusement entre eux, ils respectent malgré tout en gros la loi du silence dès qu'ils se mettent à bavarder sur l'activité réelle de leurs services. Et le pavé Ockrent-Marenches ne méritait vraiment pas de faire tant de vagues.



Christine Ockrent, nous apprend-on dans la jaquette de *Dans les secrets des princes, "a été séduite par ce personnage hors du commun : elle a réussi à le faire parler"*. Visiblement, le monsieur y a pris goût. Depuis, on voit partout, on entend partout, ce "comte" de Marenches que Pompidou mit en 1970 à la tête des services secrets, poste qu'il occupa jusqu'en août 1981... Au point que ses bavardages indisposent paraît-il un peu la classe politique, et que l'éditorial du *Monde* du samedi 13 septembre lui reproche de *"manquer à son devoir de réserve"*, à un moment où les services secrets, dans le domaine du terrorisme, ont du pain sur la planche !

Pourtant Marenches ne fait pas tant de révélations que cela. Il règle seulement des comptes. Avec Marion, son successeur à la tête des services secrets, d'abord. C'est de bonne guerre ! Avec Giscard aussi. Evoquant les relations de celui-ci avec l'ex-dictateur de Centrafrique, il dit que *"la France lui prodiguait ses faveurs. C'était assez commode pour les grandes chasses. Bokassa était devenu une sorte de garde-chasse privé de la République française."*

A part cela, on ne peut ignorer, à la lecture de cette longue interview, que ce *"chevalier, défenseur du monde libre"*, comme il aime à se présenter, est un anti-communiste, anti-russe avoué et fier de l'être, et est visiblement représentatif du personnel des services secrets ; qu'il se dit l'ami, le conseiller ou le confident de certains grands de ce monde, comme Hassan II, le roi du Maroc, Juan Carlos, le roi d'Espagne, Reagan, etc.

Sur ces activités en tant que chef du SDECE, on en apprend moins. C'est normal puisque, d'après lui, ses opérations, *"si on n'en a pas parlé, c'est qu'elles ont réussi. Dans ce genre de beauté, si j'ose dire, l'un des objectifs c'est que cela ne se voie pas et qu'on n'en parle pas..."*

La "beauté", pour de Marenches, c'est donc par exemple l'intervention des parachutistes français à Kolwezi en 1978, pour aider le dictateur du Zaïre, Mobutu. C'est aussi, dans l'autre sens, la destitution de Bokassa, devenu trop compromettant. Et là, de Marenches fait montre non seulement de tout son mépris des peuples, mais aussi de sa suffisance puante, y compris vis-à-vis des hommes de main de l'impérialisme français, qu'il est chargé de destituer ou au contraire de mettre en place. A propos du remplacement de Bokassa par Dacko au pouvoir en Centrafrique, il dit par exemple : *"M. David Dacko était réfugié politique en France. Il a donc fallu le joindre et lui dire : "Voulez-vous participer à une opération qui délivrerait votre pays de ce mini-tyran alcoolique ?" Ensuite, il a fallu le persuader de courir un risque physique, parce que ce n'était pas un homme tout jeune". "On essaie de le ressurer. Finalement, on se met d'accord, il prépare son discours. Enfin, on l'aide un peu à le préparer."*

Marenches était un grand admirateur et ami personnel du chah d'Iran et raconte comment il essaya à l'époque de convaincre celui-ci de l'intérêt qu'il aurait à ce que la France expulse l'ayatollah. Mais le chah avait préféré voir Khomeiny rester en France, plutôt que de prendre le risque qu'il ne se rende en Syrie ou en Libye. Et Marenches ajoute que le chah lui aurait dit : *"Dites-vous bien, mon cher Comte, que je ne ferais jamais tirer sur mon peuple"*. L'ancien chef des services secrets commente alors : *"Ayant vu, de l'aéroport au palais, les hordes qui répandaient la terreur dans Téhéran, je lui répondis : "Sire, dans ce cas, vous êtes perdu"*. Et Marenches de se plaindre de la trop grande bonté pour leurs peuples de Louis XVI, de Nicolas II et du chah, ce qui les aurait perdus ! Et pourtant, ce n'est pas faute d'avoir fait tirer sur leurs peuples... Mais les mécanismes des révolutions sont sûrement trop compliqués pour la tête d'un chef des services secrets.

En passant, Marenches critique aussi les Etats-Unis d'être trop libéraux en ayant fait voter une loi interdisant d'assassiner au nom de la raison d'Etat. Lui, il n'avoue jamais avoir donné l'ordre de commettre de tels assassinats... mais il le laisse fortement entendre. C'est une coquetterie du personnage !

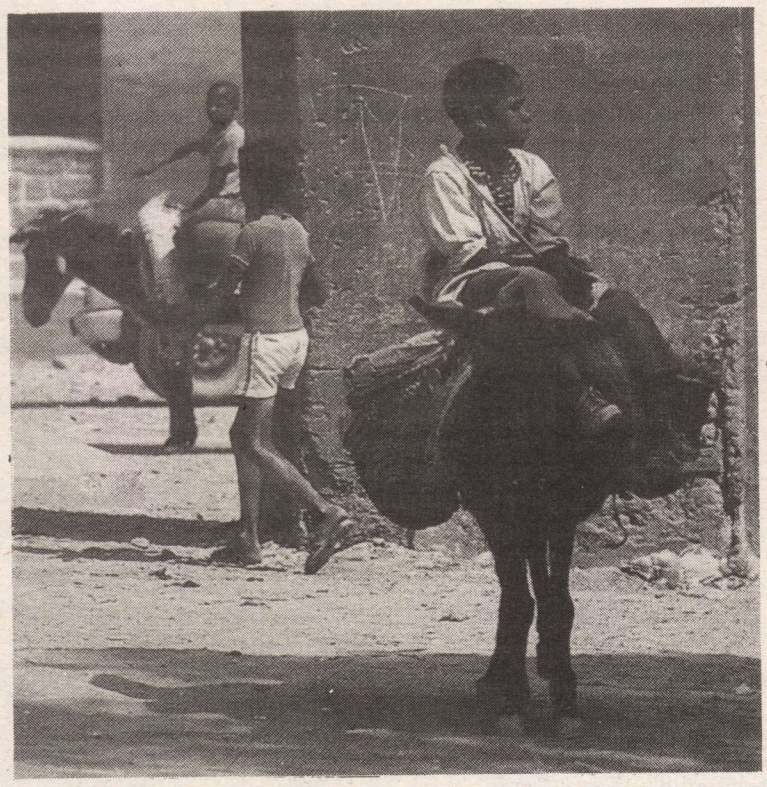
Et à défaut de révélations intéressantes, ce que l'on découvre le plus clairement dans cette longue interview, c'est le cynisme de ce genre d'homme, de ces gens qui se présentent comme les défenseurs de la démocratie et du "monde libre". Pour eux, employer les moyens terroristes, à petite ou à grande échelle, c'est tout à fait justifié dès lors que c'est au service d'une grande puissance, pour le compte des riches. C'est même l'essentiel de leur métier. Ce qui n'empêche évidemment pas la journaliste Christine Ockrent, d'être emplie d'admiration pour ce *"seigneur"*... qui lui a fait réaliser un succès de librairie aussi grand qu'il est peu mérité !

Gislaine GAUTHIER

Dans le secret des princes, une interview d'Alexandre de Marenches, ex-chef des services secrets français *par Christine Ockrent, éd. Stock, 343 p., 98 F.*

"Les enfants des rues étroites"

d'Abdelhak Serhane



Ce roman d'un auteur Marocain, sur le Maroc contemporain, se passe à Azrou, petite ville de montagne, loin de tout, au cœur de l'Atlas. Le narrateur y raconte son enfance, son amitié avec Rahou, autre gamin des rues comme lui. Pour ces gamins, les rues sont étroites, "ils ne grandiraient jamais, condamnés à la petitesse et au refoulement perpétuel", coincés, piégés qu'ils sont dans un monde de vieux dont on leur apprend les règles par les coups, un monde qu'ils rejettent car tout y est faux et dont ils se méfient, car ils savent d'expérience que caresses ou flatteries, de la part d'adultes, ne présagent que de plus grandes violences encore.

L'histoire commence sur le suicide d'une gamine de 14 ans, violée par un notable aux mains de qui un père trop crédule l'a abandonnée... mais c'est Amina qui est maudite pour son suicide et les religieux ne veulent pas son cadavre au cimetière, pendant que son père est expédié en prison pour avoir voulu venger sa fille. Simple péripétie, la société continue à tourner et à broyer ses victimes jeunes et vieilles, tout le petit monde des méprisés parce qu'ils sont pauvres.

Mais pour le narrateur, le pire est ce mensonge officiel qui englue les consciences, et tient lieu de vérité. Dire la vérité, la faire éclater dans une suprême révolte c'est s'exposer à être rejeté du monde comme Amina. Dire la vérité c'est se heurter à l'incompréhension des plus vieux attachés aux valeurs du passé. L'autorité du père vient à la rescousse de l'autorité sociale et politique des pouvoirs établis, des notables. Et pour le jeune devenu étudiant, s'il ose encore dire ce qu'il sait, ce qu'il a appris et ce qu'il voit comme il le voit, c'est prendre le risque de disparaître discrètement au fond d'une prison.

La misère favorise le rêve, et ce rêve c'est comme une drogue, on s'y attache, on s'accroche à des fictions, à des promesses mensongères, au mirage du travail à l'étranger, du départ, de la richesse future symbolisée par la voiture Renault ou Peugeot et de beaux vêtements, et les mots même vrais sont impuissants.

Le ton est d'une violence extrême. Une tension permanente et quasi insoutenable traverse ce roman, mais cela sonne vrai : les mots portent, les situations sont autant de dénonciations d'un monde d'oppression où les pauvres, le petit peuple des humiliés et des offensés subit, baisse la tête avec des explosions de violence qui déclenchent, outre la répression, une réaction qui émane de toute une partie du corps social. On ne sort guère de la ville d'Azrou, du petit cercle de famille et d'amis, mais ce monde en réduction reflète toutes les contradictions, tous les maux dont souffre le peuple marocain floué, dupé, volé de ses luttes et de ses espoirs et d'abord de celui qu'avait fait naître l'indépendance, par une caste de parasites incultes, arrivistes et corrompus. La dictature n'apparaît jamais en tant que telle, mais on en voit les racines dans l'arriération, la misère, le poids de la tradition et de la religion.

Cette "force de la parole" dont le romancier déclare : "ceux qui savaient s'en servir avaient enchaîné des peuples entiers à leurs mensonges", Abdelhak Serhane en fait usage dans ce roman pour nous plonger au cœur de la société marocaine. Une plongée rendue quelquefois ardue par le choix de nous présenter une histoire éclatée entre présent et passé et entre les multiples personnages et situations, mais qui nous fait partager les frustrations et les révoltes de la jeunesse des rues, du Maroc aujourd'hui.

Cécile BERNIER

Les enfants des rues étroites, d'Abdelhak Serhane. Editions du Seuil. Prix 69 F.

"La couleur pourpre"

de Steven Spielberg

Steven Spielberg, nous dit-on, a réalisé un film "adulte". Finis *ET* et autres *Aventuriers de l'Arche Perdue,* il a choisi, cette fois, un sujet sérieux : l'évocation de la condition des Noirs américains, dans un film presque entièrement tourné dans les milieux noirs.

Adapté du roman d'Alice Walker, c'est l'histoire de Célie, une jeune fille noire, violée à douze ans par son beau-père (qu'elle croit être son père), dont les deux enfants ont été vendus à un couple stérile. Elle passe de la férule entreprenante de son (beau)-père à celle d'un mari : "Monsieur", un petit paysan noir. "Monsieur" — un mot que tout le monde prononce avec crainte et respect —, c'est Albert qui a besoin de quelqu'un pour élever ses enfants, faire sa cuisine, repriser ses chaussettes et tenir sa maison. Célie devient une sorte de robot ménager.

D'autres types de femmes ont leur place dans ce film. Célie voue une extraordinaire tendresse, forgée dans les épreuves, à sa sœur Nettie, aussi jolie que Célie est laide (la "laideur" au cinéma reste malgré tout très présentable). Mais "Monsieur" jette à la rue Nettie et les deux sœurs seront séparées pendant 27 ans. Les lettres de Nettie sont confisquées par "Monsieur" et Célie ne les découvrira que longtemps après. Nettie est partie en Afrique (et voilà pour les racines africaines !...).

Il y a aussi Sofia, qui va épouser un des fils de "Monsieur", Sofia, la grande gueule, aussi bagarreuse que Célie est soumise et silencieuse. Et, inévitable dans les films consacrés aux Noirs américains, Shug, la chanteuse de blues, maîtresse officielle de "Monsieur", qui symbolise une forme d'émancipation sociale, choquante pour les puritains noirs, mais tout à fait admise des "libéraux". Pour corser le tout, c'est la fille du pasteur...

Le roman d'Alice Walker (qui connut le succès en 1983 aux Etats-Unis et fut traduit en français en 1984) n'était guère virulent. Aujourd'hui que le mouvement noir ne lève plus le poing, les écrivains noirs américains qui connaissent le succès sont plutôt ceux qui rêvent d'une lente émancipation que ceux qui dénoncent clairement le système !

Le passage au cinéma n'arrange pas les choses. Alice Walker avait au moins su éviter les écueils du mélo dans cette version noire des "deux orphelines". Steven Spielberg semble, au contraire, avoir mis tout son talent et son savoir-faire à convoquer tous les poncifs pour faire passer une vision bien conformiste des Noirs aux Etats-Unis : de très belles images, de la bonne musique, des séquences choc, l'appel aux bons sentiments (n'oubliez pas vos kleenex).

Pour les petits-enfants de l'Oncle Tom, c'est le retour aux sources : Sofia la bagarreuse a été brisée par la prison et la ségrégation qu'elle a bêtement heurtée de front, tandis que Célie, l'effacée, la soumise, a conquis son émancipation, à force de patience : le divorce, une belle maison, un petit commerce. Que demander de plus ?

Grande triomphatrice : l'Eglise dont le succès est attesté par la scène finale de réconciliation entre les pécheurs — ceux qui fréquentent le bouge à jazz — et ceux qui ne chantent leur foi que dans les temples religieux. La chanteuse de jazz tombe dans les bras de son père pasteur. Amen !

Spielberg a choisi de voir le problème noir à travers des lunettes pourpres. Le résultat est là, tout sucre, tout miel, avec une telle abondance de bons sentiments et de situations convenues que c'en est écœurant.

Jacques FONTENOY

"Mélo"

d'Alain Resnais

Il était une fois deux jeunes amis au Conservatoire de musique qui se retrouvèrent 20 ans plus tard. Evidemment, la femme de l'un devint l'amante de l'autre. Evidemment elle tenta de se débarrasser de son mari. Et bien sûr, écrasée de remords, elle se suicida.

Laissez-là l'histoire : c'est un mélo des années 30, un vrai de vrai, tiré d'une pièce d'Henri Bernstein, un auteur de boulevard de l'entre-deux guerres. Mais c'est surtout le prétexte qu'ont choisi Alain Resnais et quatre excellents acteurs pour jouer, tantôt comme au théâtre, tantôt comme au cinéma, et tenir le spectateur par le bout du mouchoir du début à la fin.

Si vous voulez vous distraire deux heures sans déplaisir, allez voir "Mélo", c'est pas boulot, dodo.

N.M.

sélection ciné

Dans les salles parisiennes

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE
de Stephen FREARS.

Dans l'Angleterre d'aujourd'hui en crise, la "réussite" amère d'un jeune Pakistanais et d'un loubard.
Gaumont Les Halles 1er, Gaumont Opéra 2e, Saint-André-des-Arts 6e, Gaumont Champs-Elysées 8e, 14 Juillet Bastille 11e, Escurial 13e, Gaumont Parnasse 14e, 14 Juillet Beaugrenelle 15e.

ACTE DE VENGEANCE
de John MACKENZIE.

Comment la bureaucratie syndicale manœuvre aux Etats-Unis. Avec Charles Bronson.
Ermitage 8e, Français 9e, Paris Ciné 10e, Images 18e.

BRAZIL

Une fiction inspirée du roman de George Orwell, 1984.
Epée du Bois 5e.

PARIS, TEXAS
de Wim WENDERS.

Une vision critique des USA.
Cinoches 6e.

LA ROSE POURPRE DU CAIRE

Un acteur sort de l'écran et tombe enfin dans les bras de son admiratrice assidue. Un bon Woody Allen.
Studio de la Harpe 5e.

CABARET

Une chanteuse de cabaret à Berlin dans les années 30, avec pour toile de fond la montée du nazisme... et avec Liza Minelli. Depuis des années, ce film passe pratiquement en permanence, et il vaut le coup d'être vu.
Chatelet Victoria 1er.

MACARONI

Une des dernières comédies italiennes, d'Ettore Scola, avec Marcello Mastroianni.
Cinoches 6e.

sélection télé

Samedi 20 septembre

22 h 10. TF1 — Droit de réponse, émission de Michel Polac "La corruption" : les rapports de l'argent et de la politique. Parmi les invités : Huguette Bouchardeau, Florence d'Harcourt, André Diligent et Pierre Péan.

23 h 55. A2 — Les enfants du rock. La tournée du chanteur de rock : Prince.

Dimanche 21 septembre

20 h 30. TF1 — La gifle, film de Claude Pinoteau. Les démêlés d'un professeur de lycée avec sa maîtresse et sa fille. Avec Lino Ventura et Isabelle Adjani.

20 h 30. A2 — Maigret aux assises. Un crime, un coupable que tout accuse, une affaire tellement évidente que Maigret cherche la solution ailleurs.

20 h 35. FR3 — Les géants de la musique. Bernstein dirige la première symphonie de Malher.

21 h 50. A2 — Musique au cœur... des arènes. Emission d'Eve Ruggieri. Dans les arènes de Vérone, un concert lyrique, avec des extraits de Carmen, de Macbeth, d'Aïda et de La Norma.

22 h 30. FR3 — Cinéma de minuit. L'étrange Monsieur Victor, film de Jean Grémillon. La double vie d'un commerçant honorable qui se fait gangster dès la nuit tombée. Avec Raimu et Madeleine Renaud.

Lundi 22 septembre

20 h 35. TF1 — L'avenir du futur : Outland, film de Peter Hyams. Un shériff de l'espace enquête sur une vague de suicides qui touche les mineurs de la planète Io. Après le film, débat sur la médecine du futur.

22 h 25. A2 — Chroniques nomades. Deuxième émission consacrée aux peuples nomades. La vie des Touaregs avant que la grande sécheresse ne les ait contraints à se sédentariser.

22 h 50. A2 — Boîte aux Lettres. Emission de Jérôme Garcin consacrée à Cavanna, l'auteur des "Ritals" et des "Ruskoffs".

Mardi 23 septembre

20 h 30. La 5. — Racines, cinquième épisode du feuilleton inspiré du roman d'Alex Haley, consacré aux Noirs Américains.

20 h 35. A2 — L'As des As, film de Gérard Oury. Avec Jean-Paul Belmondo dans le rôle d'un entraîneur de boxe au moment des Jeux Olympiques de Berlin en 1936.

20 h 35. FR3 — Un espion de trop. Film avec Charles Bronson : comment KGB et CIA coopèrent pour éliminer un espion gênant.

21 h 45. TF1 — Médecines à la Une. Le cancer. Deuxième partie de l'émission médicale d'Igor Barrère, consacrée cette fois aux traitements du cancer. Avec le Professeur Léon Schwartzenberg.

Mercredi 24 septembre

20 h 35. A2 — Le grand échiquier. Hommage à l'Institut Weizmann, institut de recherche sur le cancer installé à Jérusalem. Au programme de ce concert donné au profit de la recherche sur le cancer : la 9e symphonie de Beethoven, des œuvres de Tchaïkovsky, Mozart, Paganini, Schuman.

Jeudi 25 septembre

20 h 35. A2 — Signé Arsène Lupin, film d'Yves Robert. Comédie policière avec Robert Lamoureux et Yves Robert et Jacques Dufilho.

20 h 35. FR3 — Un amour de Swann, film de Volker Schlöndorff. Le roman de Marcel Proust adapté à l'écran par Volker Schlöndorff. L'histoire d'un dandy et des milieux mondains du début du siècle.

20 h 30. La 5 — Racines. Sixième épisode.

Vendredi 26 septembre

21 h 25. A2 — Apostrophes, émission de Bernard Pivot. Sur le thème : **"Famille, je vous haisme"**, des livres sur la famille, l'enfant. Invités : Jean-Denis Bredin, Danièle Sallenave, Jean Vautrin.

21 h 30. FR3 — Taxi. Magazine d'information. Deux sujets principaux : **Le Sida :** une enquête de Sylvie Nicolet. Et **Les Coptes :** reportage de Jocelyne Saab sur la plus importante communauté chrétienne au Moyen-Orient.

22 h 50. A2 — Ciné-club. Chronique d'un amour, de Michelangelo Antonioni. Un industriel cherche à connaître le passé de sa femme. Un film psychologique sur "l'incommunicabilité du couple".

INTERNATIONAL

ESPAGNE

Le gouvernement socialiste couvre les tortures de la Garde Civile

Alors que le gouvernement français livre des réfugiés basques à la police espagnole, en parlant de la "nouvelle démocratie" qui règne en Espagne, le gouvernement socialiste espagnol, lui, ne manque aucune occasion de témoigner à la Garde Civile son soutien, même lorsqu'elle torture et tabasse.

C'est ainsi que "l'affaire Tomas Linaza" est devenue dans la presse, au mois de septembre, un véritable duel opposant d'un côté les juges, soutenant une des leurs qui voulait faire la lumière sur des policiers tortionnaires, et de l'autre la Garde Civile... soutenue par le gouvernement !

Tomas Linaza Euba est le père d'un militant de l'ETA en exil. Arrêté en 1981 au nom de la loi anti-terroriste, ce militant est gardé 10 jours dans les locaux de

la Garde Civile. Lorsqu'il en sort, il est dans un état qui ne laisse guère de doute sur les traitements qu'il a subis. Il porte plainte en produisant les preuves des tortures (en juin 1986, 140 gardes civils et policiers étaient poursuivis pour des affaires de ce genre).

Devant l'opposition de la Garde Civile, la juge chargée de l'affaire décide de confronter les policiers avec Tomas Linaza. Sur les 100 premiers comparus, Linaza n'en reconnaît aucun. Elle en reconvoque 90. C'en est trop pour le lieutenant-colonel local, qui demande à ses subordonnés de ne pas répondre à la convocation. Il aurait reçu l'ordre du gouvernement socialiste. Non seulement le gouvernement ne dément pas, mais il avance l'argument que, puisque personne n'est nominalement inculpé, il ne peut être question de confrontation. L'assemblée des juges de Madrid s'élève alors contre cette intervention du gouvernement, qui "sort de son rôle" et place les auteurs de tortures au-dessus des lois, ce qui est *"le chemin de l'Etat policier"*.

Les policiers qui se comportent toujours comme au "bon vieux temps de Franco" doivent se sentir particulièrement encouragés : ils peuvent continuer à torturer et à tabasser, voire à tuer, ils savent que leur impunité et leur anonymat sont garantis, et garantis par le gouvernement socialiste lui-même.

Les petits "ripoux" de la Garde Civile

La famille d'un membre présumé de l'ETA s'est présentée au juge de Bilbao pour signaler des retraits d'argent faits sur le compte du détenu.

Celui-ci était, au titre de la loi anti-terroriste, retenu dans les locaux de la Garde Civile du 19 au 29 juin. Les policiers étant en possession de sa carte de crédit, il avait été retiré 70 000 pesetas (3.500 F), par petites sommes de 10.000, dans différentes banques, du 25 au 29 juin. Et une fois que la police eut obtenu son numéro de code et retiré l'argent, l'inculpé fut jeté en prison !

Mais on ne sait pas si c'est pour chèque sans provision ou pour corruption de fonctionnaire.

E.T.A. abat une de ses anciennes dirigeantes

L'ETA-militaire a revendiqué l'assassinat de Maria Dolorès Catarain, "Yoyes", récemment abattue dans la localité basque d'Ordizia.

"Yoyes" était une ancienne dirigeante d'ETA-militaire qui avait abandonné l'activité militante depuis plusieurs années et s'était réfugiée au Mexique. Il y a onze mois, elle avait profité des mesures du gouvernement espagnol amnistiant les militants d'ETA qui avaient abandonné la lutte armée, pour revenir vivre au Pays basque espagnol.

Dans un communiqué, ETA justifie l'assassinat de "Yoyes" en parlant de "trahison policière et politique".

"Yoyes" aurait-elle trahi ses anciens amis et les aurait-elle livrés aux tortionnaires de la Garde Civile ?

Cela paraît d'autant moins vraisemblable que "Yoyes" n'aurait pu en tout état de cause que livrer des renseignements déjà bien vieux. ETA ne donne d'ailleurs aucune preuve de ses accusations, ne cite aucun fait concret. Par contre, il avance dans son communiqué une autre raison, qu'il développe bien plus longuement et qui se rapporte, non à la "trahison policière", mais à la "trahison politique". L'ETA reproche à "Yoyes" d'avoir, en acceptant l'amnistie gouvernementale, contribué *"à affaiblir les secteurs les plus vulnérables du mouvement de libération nationale basque — les prisonniers et les réfugiés politiques"*.

Après avoir abandonné toute activité au sein de l'ETA depuis sept ans, "Yoyes" pourrait bien avoir été abattue pour faire un exemple et pour convaincre les "etarras" qu'il y a des risques sérieux à abandonner l'organisation.

Manifestation de travailleurs agricoles andalous à Madrid

Pendant plusieurs jours, 350 travailleurs agricoles andalous ont manifesté à Madrid et notamment devant le palais de La Moncloa, siège du gouvernement espagnol.

Les manifestants réclamaient l'acquittement de Diego Canamera, secrétaire général du Syndicat des travailleurs agricoles, qu'un tribunal condamna récemment à un mois et un jour de prison ferme pour avoir participé en 1983 à une occupation de terres.

A travers leur soutien à Canamero, les manifestants montraient aussi leur volonté de refuser toute condamnation pour les 600 travailleurs des champs que le gouvernement socialiste avait fait inculper à la suite des occupations de terres de 1983, et qui n'ont toujours pas été jugés.

Les 350 travailleurs agricoles andalous sont repartis de Madrid sans avoir obtenu satisfaction sur toute la ligne. Mais à la suite de leurs manifestations, les tribunaux ont assorti la condamnation de Canamero du sursis. Et Canamero, qui devait être incarcéré début septembre, n'ira pas en prison.

Reste le problème des 600 travailleurs des champs qui devaient être jugés prochainement. Après ce premier recul du gouvernement, les travailleurs agricoles andalous ont pu vérifier que le seul moyen de le faire céder était d'agir ! Et ils ne comptent certainement pas en rester là.

ITALIE

La fête de l'UNITÁ : Quand les militants servent à préparer une tribune aux ministres

En ce même mois de septembre où le PCF, durant un week-end, organisait la fête de *L'Humanité*, le Parti Communiste Italien, lui, a tenu la fête de son journal, *L'Unita*, à Milan, pendant dix-huit jours de rang. Commencée fin août, elle s'est terminée le 15 septembre avec sans doute quelque deux millions d'entrées. Pour un parti comme le PCI, qui occupe une grande place dans les conseils régionaux, municipaux, provinciaux, à l'Assemblée nationale et au Sénat, bref, à tous les niveau de l'appareil d'Etat excepté le niveau gouvernemental, la fête de *L'Unita* est, plus qu'une fête, une sorte de grande foire-exposition, de vitrine exemplaire de l'administration communiste en Italie. Elle vient couronner les fêtes de *L'Unita* qui se tiennent au niveau local durant tout l'été, du quartier ou de la petite ville aux grandes métropoles.

La fête de *L'Unita* repose bien sûr, comme toutes les fêtes communistes, sur l'énergie bénévole des militants du parti qui viennent apporter leur concours au fonctionnement de cette vaste machine. Mais ce n'est pas essentiellement à ces travailleurs communistes que les dirigeants du parti voulaient, au cours de cette fête, donner la parole. Les grands débats qui ont marqué cette fête de *L'Unita* — et en partie l'actualité politique italienne — en témoignent. Dirigeants politiques, ministres et parlementaires de tous les partis — démocrates-chrétiens, sociaux-démocrates, républicains, radicaux, socialistes, sans oublier ceux du petit parti d'extrême-gauche Democrazia Proletaria — sont apparus, tout à tour ou ensemble à la tribune de ces débats. Une des vedettes a été le ministre du Trésor, Goria, qui est venu débattre avec le dirigeant communiste Reichlin de la prochaine loi budgétaire et de la meilleure gestion possible de l'économie italienne. Des banquiers sont aussi venus discuter de la santé de la Bourse et de celle des entreprises. Autant d'occasions, pour les dirigeants du PCI, de faire étalage de leur disponibilité et de leur compétence à gérer la société capitaliste, pour peu qu'on veuille bien faire appel à eux.

Car, face aux tentatives pour le marginaliser, le PCI répond avec constance, en affichant son ouverture vers la société capitaliste, en proclamant haut et fort que, s'il porte encore le nom de Parti Communiste, il a complètement rompu avec son passé, et est désormais prêt à la gérer, à l'égal des travaillistes anglais ou des socialistes allemands. Un parti prêt à vendre son influence sur les travailleurs, à la mettre au service des bourgeois, pratiquement à n'importe quel prix. Et, si ministres et dirigeants bourgeois se succèdent ainsi aux tribunes que ce parti "communiste" met obligeamment à leur disposition, c'est qu'un des enjeux politiques de la période qui vient, en Italie, sera sans doute de voir quel dirigeant bourgeois sera le plus à même d'avoir le PCI dans sa poche — sans pour autant, très probablement, lui céder quoi que ce soit sur ce qu'il demande avec insistance : des postes de ministres.

Alors, la fête de *L'Unita,* si elle témoigne de la force militante du PCI, témoigne aussi clairement de la place que ce parti entend en fait donner aux travailleurs. A eux, on réserve la cuisson des spaghettis et la plonge. La tribune, c'est pour les ministres... des partis au pouvoir.

André FRYS

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995